



PROSPECTUS

(établi en application des articles 211-1 à 216-1 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers)

mis à la disposition du public à l'occasion de l'émission de

TITRES SUBORDONNES REMBOURSABLES A TAUX FIXE

5,10 % Décembre 2007 / Décembre 2017
garantis par Crédit Agricole S.A.

(code valeur : FR0010549881)

Le taux de rendement actuariel de cette émission est égal à 5,05 %. Il ressort avec un écart de taux de 0,90 % par rapport aux taux des emprunts d'Etat de durée équivalente (4,15 %)(*) constatés au moment de la fixation des conditions d'émission.

Le Titre Subordonné Remboursable se distingue de l'obligation en raison du rang de créance contractuellement défini par la clause de subordination.

Ce prospectus est composé :

- du document de référence du garant qui a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 22 mars 2007 sous le numéro D.07-0214, ainsi que ses actualisations déposées auprès de l'Autorité des marchés financiers le 3 mai 2007 sous le numéro D.07-0214-A01 le 29 mai 2007 sous le numéro D.07-0214-A02, le 5 septembre sous le numéro D.07.0214-A03 et le 19 novembre sous le numéro D.07.0214-A04
- du prospectus Radian ayant reçu de l'Autorité des marchés financiers le numéro de visa 07-185 en date du 12 juin 2007
- du résumé du prospectus
- et de la présente note d'opération.

La notice légale a été publiée au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 30 novembre 2007



En application des articles L. 412-1 et L. 621-8 du Code monétaire et financier et de son règlement général, notamment de ses articles 211-1 à 216-1, l'Autorité des marchés financiers a apposé le visa n° 07-427 en date du 27 novembre 2007 sur le présent prospectus. Ce prospectus a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Le visa, conformément aux dispositions de l'article L621-8-1-I du code monétaire et financier, a été attribué après que l'AMF a vérifié "si le document est complet et compréhensible, et si les informations qu'il contient sont cohérentes". Il n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des éléments comptables et financiers présentés.

Des exemplaires de ce prospectus sont disponibles, sans frais, auprès de :
Crédit Agricole S.A. - Service des Publications, 91/93 boulevard Pasteur – 75015 Paris.
Il est également disponible sur le site Internet de l'Autorité des marchés financiers : www.amf-france.org
ou sur le site Internet de Crédit Agricole S.A : www.credit-agricole-sa.fr

(*) taux constaté aux environs de 15h02 en date du 27 novembre 2007

SOMMAIRE

	<i>Facteurs de Risques</i>	<i>page 3</i>
	<i>Résumé du prospectus</i>	<i>page 6</i>
CHAPITRE I	Responsables du prospectus Responsables du contrôle des comptes	pages 21 & 22 page 23 et 24
CHAPITRE II	Renseignements concernant l'émission	page 25
 PREMIERE PARTIE : L'EMETTEUR		
CHAPITRE III	Renseignements de caractère général concernant l'Emetteur et son capital	page 31
CHAPITRE IV	Renseignements concernant l'activité de l'Emetteur	page 33
CHAPITRE V	Patrimoine, situation financière et résultats	page 38
CHAPITRE VI	Organes d'administration, de direction et de surveillance	page 47
CHAPITRE VII	Evolution récente et perspectives d'avenir	page 49
CHAPITRE VIII	Actualisation liée à l'entrée en vigueur du Règlement européen	page 50
 DEUXIEME PARTIE : LE GARANT		
CHAPITRE III	Renseignements de caractère général concernant le Garant et son capital	page 51
CHAPITRE IV	Renseignements concernant l'activité du Garant	page 51
CHAPITRE V	Patrimoine, situation financière et résultats du Garant	page 51
CHAPITRE VI	Gouvernance d'entreprise et contrôle interne	page 52
CHAPITRE VII	Renseignements concernant l'évolution récente et les perspectives d'avenir	page 52
	Mentions légales, coupon-réponse	

FACTEURS DE RISQUES

L'Emetteur considère que les facteurs ci-dessous sont susceptibles d'affecter sa capacité à remplir ses obligations au titre des titres subordonnés. La plupart de ces facteurs sont liés à des événements qui peuvent ou non se produire ; l'Emetteur n'est pas en mesure d'exprimer un avis sur la probabilité de survenance de ces événements.

Les facteurs qui sont importants dans le but de déterminer les risques de marché associés aux titres subordonnés sont décrits ci-dessous.

L'Emetteur considère que les risques décrits ci-dessous constituent les risques principaux inhérents à l'investissement dans les titres subordonnés, mais l'incapacité de l'Emetteur à payer tout montant au titre de ou en relation avec les titres subordonnés peut survenir pour des raisons autres que celles décrites ci-dessous. L'Emetteur ne déclare pas que les éléments donnés ci-dessous relatifs aux risques liés à la détention de titres subordonnés sont exhaustifs. Les investisseurs potentiels doivent également lire les autres informations détaillées dans le présent Prospectus et parvenir à se faire leur propre opinion avant de prendre une décision d'investissement.

A) Facteurs de Risques liés à l'Emetteur

1) Facteurs de risques propres à l'émetteur ou à son secteur d'activité

Selon les principes du montage des émissions, celles-ci ne doivent pas générer de risques, du fait de l'adossement entre émissions réalisées par la société RADIAN et les émissions réalisées par les Caisses régionales.

2) Dispositif de contrôle interne général

- a. Le conseil d'administration est informé de l'organisation et du dispositif du contrôle interne. Il est impliqué dans la compréhension des principaux équilibres financiers de l'entreprise. Il lui est périodiquement présenté que l'adossement en taux et en marge de la société est assuré. Il Approuve l'organisation générale de l'entreprise ainsi que celle de son dispositif de contrôle interne.
- b. L'organe exécutif est directement impliqué dans l'organisation et le fonctionnement du dispositif de contrôle interne. Il s'assure que les stratégies et limites de risques sont compatibles avec la situation financière (niveaux des fonds propres, résultats) et les stratégies arrêtées par l'organe délibérant.

3) La qualité de crédit de l'Emetteur

Les titres subordonnés constituent des engagements directs, généraux, inconditionnels et non assortis de sûreté de l'Emetteur. Le principal des Titres subordonnés Remboursables constitue une dette subordonnée de l'Emetteur. Les intérêts sur les Titres Subordonnés Remboursables constituent une dette chirographaire de l'Emetteur.

En achetant les Titres Subordonnés Remboursables, l'investisseur potentiel se repose sur la qualité de crédit de l'Emetteur et de nulle autre personne.

B) Facteurs de risques liés au Garant

Facteurs pouvant affecter la capacité du Garant à remplir ses obligations

Les événements imprévus/de force majeure, tels que les catastrophes naturelles graves, attaques de terroristes ou d'autres états d'urgence peuvent mener à une interruption brusque des opérations du Garant et peuvent causer des pertes substantielles. De telles pertes peuvent concerner la propriété, les actifs financiers, les positions commerciales et les employés principaux.

De tels événements imprévus/de force majeure peuvent également entraîner des coûts additionnels et augmenter les coûts du Garant. De tels événements peuvent également rendre indisponible la couverture pour certains risques et augmenter ainsi le risque du Garant.

Le Garant exerce son activité dans un environnement qui fait naître des risques dont certains qu'il ne peut pas contrôler. En particulier, l'activité, la situation et les résultats du Garant sont étroitement liés aux conditions économiques générales, en particulier dans le secteur du crédit, ainsi qu'à l'évolution des marchés financiers. Dans ces conditions, un repli des marchés financiers et/ou une évolution défavorable des conditions économiques générales, spécialement dans le secteur du crédit seraient susceptibles d'avoir un effet défavorable sur son activité, sa situation financière et ses résultats.

La qualité de crédit du Garant

Le Garant émet un grand nombre d'instruments financiers sur une base globale et, à tout moment, les instruments financiers émis peuvent représenter un montant important. En achetant les titres, l'investisseur potentiel se repose sur la qualité de crédit du Garant et de nulle autre personne.

Les situations décrites ci-dessus peuvent avoir des conséquences négatives sur l'investissement dans les titres. Le Garant n'assume aucune responsabilité de quelque nature que ce soit pour ces conséquences et l'impact sur l'investissement.

C) Facteurs de Risques liés aux Titres subordonnés remboursables

1) Facteurs de Risque liés à la structure particulière des Titres Subordonnés Remboursables

Les Titres Subordonnés Remboursables ont des particularités qui peuvent impliquer certains risques pour les investisseurs potentiels

Titres Subordonnés Remboursables :

En cas de liquidation de l'Emetteur, les titres subordonnés de la présente émission seront remboursés à un prix égal au pair et leur remboursement n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à l'Emetteur et des titres participatifs émis par lui. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés, ultérieurement par l'Emetteur tant en France qu'à l'étranger, proportionnellement à leur montant, le cas échéant.

Les intérêts constitueront des engagements directs, généraux, inconditionnels et non subordonnés de l'Emetteur, venant au même rang que toutes les autres dettes et garanties chirographaires, présentes ou futures de l'Emetteur.

Risques généraux liés aux Titres Subordonnés Remboursables

Les risques généraux liés aux Titres Subordonnés Remboursables sont décrits brièvement ci-dessous :

La Directive de l'Union Européenne sur l'épargne.

Si, suite à l'entrée en vigueur de la Directive de l'Union Européenne sur l'Epargne, un paiement doit être fait ou encaissé dans un Etat Membre qui a opté pour le système de retenue à la source et une taxe ou un montant relatif à une taxe doit être retenu de ce paiement, ni l'Emetteur ni un quelconque agent payeur ni aucune autre personne ne sera obligé(e) de payer une somme supplémentaire au titre des Titres Subordonnés Remboursables du fait de l'application de cette retenue à la source.

Changement de loi

Les modalités des Titres Subordonnés Remboursables sont fondées sur les lois en vigueur à la date du Prospectus. Aucune assurance ne peut être donnée sur l'impact d'une éventuelle décision de justice ou changement de loi ou de pratique administrative après la date du Prospectus.

Possible modification des modalités des titres subordonnés

Les modalités des titres subordonnés permettent à l'assemblée générale des porteurs de titres de modifier les termes des titres subordonnés dès lors que deux-tiers des porteurs présents ou représentés approuvent les modifications. Toute modification ainsi approuvée s'imposera à l'ensemble des porteurs des titres subordonnés.

Absence de conseil juridique ou fiscal

Chaque investisseur potentiel est invité à consulter ses propres conseillers quant aux aspects juridiques, fiscaux et connexes d'un investissement dans les Titres Subordonnés Remboursables.

2) Risques de marché et autres facteurs de risque

Risques liés au marché en général

Ci-dessous sont brièvement décrits les principaux risques de marché, y compris le risque de liquidité, le risque juridique, le risque de taux et le risque de crédit.

Le marché secondaire

Il existe un marché secondaire pour les Titres Subordonnés Remboursables mais il se peut qu'il ne soit pas très liquide. En conséquence, les investisseurs pourraient ne pas être en mesure de vendre leurs Titres Subordonnés Remboursables facilement ou à des prix qui leur procureraient un rendement comparable à des investissements similaires pour lesquels un marché secondaire s'est développé. C'est dans ce contexte que l'Emetteur a signé un contrat d'animation de marché avec CALYON.

Risques liés aux taux d'intérêt

Les Titres Subordonnés Remboursables portent intérêt à taux fixe. L'évolution des taux d'intérêt sur le marché peut affecter défavorablement la valeur des Titres Subordonnés Remboursables.

La baisse de notation de crédit de l'Emetteur peut affecter la valeur de marché des Titres Subordonnés Remboursables

La notation de crédit de l'Emetteur est une évaluation de sa capacité à faire face à ses obligations de paiement, y compris celles résultant des Titres Subordonnés Remboursables. En conséquence, une baisse réelle ou anticipée dans la notation de crédit de l'Emetteur peut affecter la valeur de marché des Titres Subordonnés Remboursables.

Les Titres Subordonnés Remboursables ne sont pas nécessairement adaptés à tous les investisseurs

L'investissement dans les Titres Subordonnés implique une connaissance et une expérience des transactions sur les marchés de capitaux ainsi qu'une correcte évaluation des risques inhérents aux Titres Subordonnés.

Les investisseurs ne devront prendre leur décision qu'après une étude approfondie des informations contenues dans le Prospectus, et dans les documents qui y sont incorporés par référence, et des informations d'ordre général relatives aux Titres Subordonnés.

Les investisseurs potentiels devront s'assurer qu'ils disposent de ressources financières suffisantes pour supporter les risques inhérents à l'acquisition des Titres Subordonnés.

Il est recommandé aux investisseurs potentiels de comprendre parfaitement la nature des Titres Subordonnés et des risques qui en découlent, et de vérifier l'adéquation d'un tel investissement au regard de leur situation financière et de procéder à leur propre analyse (seuls ou avec l'assistance de leur(s) conseil(s), des aspects juridiques, fiscaux, comptables et réglementaires relatifs à l'acquisition de Titres Subordonnés). L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que les Titres Subordonnés ne sont pas nécessairement adaptés à tous les investisseurs.

De même, les investisseurs potentiels devront être capables d'évaluer (seuls ou avec l'assistance d'un conseiller financier), les évolutions économiques et autres facteurs qui pourraient affecter leur investissement et leur capacité à supporter les risques qui en découlent.

Les activités d'investissement de certains investisseurs sont soumises à des lois et règlements spécifiques, ou à l'examen ou au contrôle par certaines autorités. Chaque investisseur potentiel doit consulter ses propres conseils juridiques pour déterminer si, et dans quelle mesure, il peut légalement acheter des Titres Subordonnés, les Titres Subordonnés peuvent servir de garantie pour diverses formes d'emprunts et si d'autres restrictions s'appliquent pour l'achat ou la mise en garantie des Titres Subordonnés.

Classification du produit

Dans le cadre de l'application de la Directive européenne sur les marchés d'instruments financiers (Directive MIF), ce titre est classé par Crédit Agricole S.A. comme un instrument financier non complexe. Il ne présente aucun risque à l'échéance sur le capital investi. A l'échéance, l'émetteur remboursera le titre au pair. Ce remboursement est garanti par Crédit Agricole S.A.



RÉSUMÉ DU PROSPECTUS

EMISSION de TITRES SUBORDONNÉS REMBOURSABLES A TAUX FIXE 5,10 % Décembre 2007 / Décembre 2017

*Visa de l'Autorité des marchés financiers n° 07-427 en date du 27 novembre 2007
Code valeur FR0010549881*

*Le présent résumé sera disponible aux heures habituelles de bureau, un quelconque jour de la semaine
(à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés) sur simple demande auprès du Garant :
Crédit Agricole S.A. - Service des Publications, 91/93 boulevard Pasteur – 75015 Paris.*

Responsables de l'information :

- de l'Emetteur: Monsieur Olivier NICOLAS, Directeur Général de Radian
- du Garant : Monsieur Bertrand BADRE, Directeur Finances Groupe

« Ce résumé doit être lu comme une introduction au prospectus. Toute décision d'investir dans les instruments financiers qui font l'objet de l'opération doit être fondée sur un examen exhaustif du prospectus. Les personnes qui ont présenté le résumé, y compris le cas échéant sa traduction n'engagent leur responsabilité civile que si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du prospectus.

Lorsqu'une action concernant l'information contenue dans le prospectus est intentée devant un tribunal, l'investisseur plaignant peut, selon la législation nationale des Etats membres de la Communauté européenne ou parties à l'accord sur l'Espace économique européen, avoir à supporter les frais de traduction du prospectus avant le début de la procédure judiciaire ».

A - CONTENU ET MODALITÉS DE L'OPÉRATION

1. Montant de l'émission :

57 000 000 euros représenté par 57 000 000 titres subordonnés remboursables de un euro nominal

2. Caractéristiques des titres émis :

2.1. **Prix d'émission** : 100,401 % soit 1,00401 euro par titre subordonné, payable en une seule fois à la date de Règlement

2.2. Période de souscription

La souscription sera ouverte du 30 novembre 2007 au 17 décembre 2007 inclus et pourra être close sans préavis

2.3. **Date d'Entrée en Jouissance** : 17 décembre 2007

2.4. **Date de Règlement** : 17 décembre 2007

2.5. Intérêt

2.5.1 **Taux d'intérêt annuel** : 5,10 % pendant 10 ans.

Les titres subordonnés remboursables rapporteront un intérêt de 5,10 % du nominal, soit 0,0510 euro par titre subordonné payable en une seule fois le 17 décembre de chaque année et pour la première fois le 17 décembre 2008

2.5.2 **Taux de rendement actuariel** : 5,05 % à la date de règlement.

Sur le marché obligataire français, le taux actuariel d'un emprunt est le taux annuel qui, à une date donnée, égalise à ce taux et à intérêts composés les valeurs actuelles des montants à verser et des montants à recevoir (définition du Comité de Normalisation Obligatoire).

Il n'est significatif que pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final.

2.6. Amortissement, remboursement :

Amortissement normal

Les titres subordonnés seront amortis en totalité le 17 décembre 2017 par remboursement au pair ou, si ce jour n'est pas un Jour de Règlement TARGET, le Jour de Règlement TARGET suivant.

Amortissement anticipé

L'Emetteur s'interdit de procéder, pendant toute la durée de l'emprunt, à l'amortissement anticipé des titres subordonnés par remboursement.

Toutefois, il se réserve le droit de procéder à l'amortissement anticipé des titres subordonnés, soit par des rachats en bourse, soit par des offres publiques d'achat ou d'échange (selon la réglementation applicable), ces opérations étant sans incidence sur le calendrier normal de l'amortissement des titres restant en circulation.

L'Emetteur devra requérir l'accord préalable du secrétariat général de la Commission Bancaire pour effectuer des rachats en bourse dès que le montant cumulé de titres rachetés excédera 10 % du montant initial de l'emprunt ainsi que pour procéder à des offres publiques d'achat ou d'échange.

Les titres subordonnés ainsi rachetés seront annulés.

L'information relative au nombre de titres rachetés et au nombre de titres en circulation sera transmise annuellement à EURONEXT PARIS SA pour l'information du public et, pourra être obtenue auprès de l'Emetteur.

2.7. Durée et vie moyenne : 10 ans à compter de la Date de Règlement.

2.8. Rang de créance - Maintien de l'emprunt à son rang :

Subordination du capital

En cas de liquidation de l'Emetteur, les titres subordonnés de la présente émission seront remboursés à un prix égal au pair et leur remboursement n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à l'émetteur et des titres participatifs émis par lui. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés, ultérieurement par l'Emetteur tant en France qu'à l'étranger, proportionnellement à leur montant, le cas échéant.

Non subordination des intérêts

Les intérêts constitueront des engagements directs, généraux, inconditionnels et non subordonnés de l'Emetteur, venant au même rang que toutes les autres dettes et garanties chirographaires, présentes ou futures de l'Emetteur.

Maintien de l'emprunt à son rang

L'Emetteur s'engage, jusqu'au remboursement effectif de la totalité des titres du présent emprunt, à n'instituer en faveur d'autres titres subordonnés qu'il pourrait émettre ultérieurement, aucune priorité quant à leur rang de remboursement en cas de liquidation, sans consentir les mêmes droits aux titres subordonnés du présent emprunt.

2.9. Garantie :

La garantie octroyée par Crédit Agricole S.A. est totale et subordonnée : le service de l'emprunt en intérêts, amortissements, impôts, frais et accessoires, est garanti irrévocablement pendant toute sa durée par Crédit Agricole S.A..

La mise en oeuvre de la garantie ainsi octroyée par Crédit Agricole S.A. ne pourra toutefois, en cas de liquidation du garant, avoir pour effet de privilégier les porteurs de titres des présentes émissions par rapport aux créanciers du garant détenteurs de titres ou de créances subordonnés. En conséquence, le remboursement des présents titres n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers du garant, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement

des prêts participatifs accordés à ce dernier et des titres participatifs émis par lui ainsi que des titres dits « super subordonnés » prévus à l'article L.228-97 du code de commerce. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés ultérieurement par le garant tant en France qu'à l'étranger, proportionnellement à leur montant le cas échéant.

2.10. Notation : Cette émission n'a pas fait l'objet d'une demande de notation

2.11. Mode de représentation des porteurs de titres :

Faisant application de l'article L.228-46 du Code de Commerce, les porteurs de titres subordonnés sont groupés en une masse jouissant de la personnalité civile.

Faisant application de l'article L.228-47 du dit Code, sont désignés :

Le représentant titulaire est :

Monsieur Stéphane MONIN

demeurant : 3, rue du Sommet des Alpes – 75015 PARIS

Le représentant titulaire percevra une rémunération de 300 euros par an.

Le représentant suppléant est :

Monsieur Philippe de LAMARZELLE

demeurant : COUPLEHAUT – 61560 COURGEOST

2.12. Le service financier de l'emprunt (paiement des intérêts échus, remboursement des titres amortis) centralisé par CACEIS Corporate Trust mandaté par l'Emetteur, sera assuré par les intermédiaires teneurs de comptes.

Le service des titres subordonnés remboursables (transfert, conversion) est assuré par CACEIS Corporate Trust mandaté par l'Emetteur.

2.13. Droit applicable et tribunaux compétents en cas de litige : droit français.

Les tribunaux compétents, en cas de litige, sont ceux du siège social lorsque la société est défenderesse et, sont désignés en fonction de la nature des litiges, sauf disposition contraire du Nouveau Code de Procédure Civile.

B - ORGANISATION ET ACTIVITE DE L'EMETTEUR

1. Renseignements de caractère général concernant l'émetteur, ses organes d'administration :

Forme et Législation

Radian est une société anonyme à conseil d'administration régie par le droit commun des sociétés commerciales et notamment le nouveau code de commerce.

Elle a été créée le 20 novembre 1989 sous le nom de VALINTER IV. L'Assemblée Générale Mixte du 2 novembre 1990 a changé la dénomination sociale de la Société en « RADIAN » et l'a dotée d'un capital de 5 000 000 de F.

Le 25 juin 2002, le capital détenu à hauteur de 99,99 % par la société SEGESPAR du Groupe Crédit Agricole S.A. a été cédé à l'ensemble des Caisses Régionales de Crédit Agricole.

Objet social

Elle a pour objet de faciliter à moyen et long terme toutes opérations initiées par des entités affiliées à Crédit Agricole S.A., dont les émissions de bons ou emprunts subordonnés ou non, de nature obligataire, employés à la souscription de titres émis par les Caisses Régionales de Crédit Agricole.

Principaux actionnaires

Toutes les Caisses Régionales, au nombre de 39 au 30 juin 2007, sont représentées au sein du capital. 8 Caisses Régionales détiennent chacune plus de 5 % du capital social : CRCAM du Languedoc (3655 actions, soit 7,31 %), CRCAM Nord Midi Pyrénées (3 481 actions, soit 6,96 %), CRCAM de Champagne-Bourgogne (3 434 actions, soit 6,87 %), CRCAM Brie Picardie (3 118 actions, 6,24 %), CRCAM de Charente-Périgord (3 005 actions, soit 6,01 %), CRCAM de sud Rhône Alpes (2 838 actions, soit 5,68 %), CRCAM des Savoie (2 694 actions, soit 5,39 %), et CRCAM Pyrénées-Gascogne (2 537 actions, soit 5,07 %).

Au sein du Conseil d'Administration, présidé par un Directeur Général de Caisse Régionale, sont présentes 3 Caisses Régionales qui figurent parmi celles participant régulièrement aux émissions de titres effectuées par la SA RADIANT.

2. Renseignements de caractère général concernant le capital :

Capital social

Le montant du capital social est de 750 000 euros, divisé en 50 000 actions entièrement libérées.

Depuis le 18 juin 1999, la valeur nominale d'une action a été fixée à 15 euros.

3. Renseignements concernant l'activité de l'émetteur :

Au cours de l'année 2007, la SA RADIANT a poursuivi son rôle d'émetteur de titres subordonnés remboursables pour le compte des Caisses Régionales de Crédit Agricole, afin de leur permettre d'ajuster si besoin le niveau de leurs fonds propres. Au mois de juillet 2007, elle procède ainsi à une émission classique souscrite dans le réseau des Caisses Régionales.

Bilan de la S.A. RADIANT (aux 30 juin 2006, 31 décembre 2006, 30 juin 2007) (en milliers d'euros)

ACTIF	30/6/2007	31/12/2006	30/6/2006
Actif Immobilisé	2 708 711	2 694 861	2 418 697
Autres créances	44	4	46
Valeurs mobilières de placement	2 042		
Disponibilités	420	2608	2 385
Actif Circulant	2 506	2 612	2 431
Primes remb. des obligations	620	757	901
TOTAL ACTIF	2 711 837	2 698 230	2 422 030

PASSIF	30/6/2007	31/12/2006	30/6/2006
Capital social	750	750	750,0
Réserves	942	942	942
Report à nouveau	418	143	143
Résultat de l'exercice	39	325	79
Capitaux Propres	2 149	2 160	1 913
Provisions	392	392	392
Dettes	2 709 295	2 695 678	2 419 724
TOTAL PASSIF	2 711 837	2 698 230	2 422 030

Les chiffres clés

Compte de résultat résumé en milliers d'euros

	30/6/2007	31/12/2006	30/6/2006
Résultat d'exploitation	- 2 266	- 6 171	- 2 071
Résultat financier	2 338	6 589	2 154
Résultat exceptionnel		3	3
Impôts sur les bénéfices	-33	-96	-8
Bénéfice ou perte	39	325	79

C - ORGANISATION ET ACTIVITE DU GARANT

1. Renseignements de caractère général concernant le Garant :

Forme et Législation

Crédit Agricole S.A. est une société anonyme à Conseil d'administration régie par le droit commun des sociétés commerciales et notamment le Livre deuxième du Code de commerce.

Crédit Agricole S.A. est également soumise aux dispositions du Code monétaire et financier, notamment ses articles L 512-47 et suivants, ainsi qu'aux dispositions non abrogées du Livre V ancien du Code rural et de la loi n°88-50 du 18 janvier 1988 relative à la mutualisation de la Caisse Nationale de Crédit Agricole.

Antérieurement à l'Assemblée générale extraordinaire du 29 novembre 2001, la Société était dénommée Caisse Nationale de Crédit Agricole, désignée en abrégé C.N.C.A.

Depuis l'admission de ses actions aux négociations sur l'Eurolist d'Euronext Paris, Crédit Agricole S.A. est soumise à la réglementation boursière en vigueur, notamment pour ce qui concerne les obligations d'information du public.

Objet social

Crédit Agricole S.A. a pour mission de faciliter et promouvoir l'activité et le développement des Caisses régionales de Crédit Agricole Mutuel et de l'ensemble du groupe Crédit Agricole.

A cet effet :

- elle exerce la fonction de caisse centrale et assure l'unité financière du Groupe dans ses relations avec l'extérieur ;
 - elle réalise, tant en France qu'à l'étranger, toutes opérations de banque, de finance, de crédit, de prise de participations, de services d'investissement ou de services connexes ;
 - en qualité d'organe central du Crédit Agricole Mutuel, elle veille, conformément aux dispositions du Code monétaire et financier, à la cohésion du réseau du Crédit Agricole Mutuel, au bon fonctionnement des établissements de crédit qui le composent, au respect des dispositions législatives et réglementaires ; elle garantit la liquidité et la solvabilité de l'ensemble du réseau et de chacun des établissements affiliés ;
- De façon générale elle effectue toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières, et toutes prestations de service se rattachant directement ou indirectement à l'objet social.

Principaux actionnaires

A la connaissance de Crédit Agricole S.A., il n'existe aucun autre actionnaire que la SAS Rue La Boétie détenant 5 % ou plus de son capital ou de ses droits de vote.

Il n'existe actuellement aucun pacte d'actionnaires.

La composition du Conseil d'administration, qui attribue aux représentants de Caisses régionales de Crédit Agricole 62 % des postes d'administrateurs au sein du Conseil, résulte de la volonté de l'actionnaire majoritaire (la SAS Rue La Boétie détenant 55,2 % des droits de vote au 30-09-2007) d'assurer une représentation également majoritaire aux Caisses régionales.

2. Renseignements de caractère général concernant le capital :

Capital social

Au 30 septembre 2007, le capital social est de 4 941 163 593 euros. Il est divisé en 1 647 054 531 actions de 3 euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

L'Assemblée générale extraordinaire est seule compétente pour décider de l'augmentation ou la réduction du capital, sur proposition du Conseil d'administration.

Forme des actions

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix du titulaire, sous réserve des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Elles donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et se transmettent par virement de compte à compte.

3. Renseignements concernant l'activité du Garant :

a) Rôle de Crédit Agricole S.A. :

1) Organe central et de contrôle du réseau Crédit Agricole

- Application des textes législatifs ou réglementaires concernant le groupe,
- Agréments des dirigeants des Caisses régionales et des projets de fusion,
- Contrôle bancaire aux côtés des autorités de tutelle (Banque de France),
- Contrôle des comptes (approbation comptable),
- Contrôle de gestion pour l'ensemble des entités du groupe.

2) Tête de réseau du groupe Crédit Agricole

- Pilotage des filiales centrales et du développement international,
- Gestion de la marque Crédit Agricole,
- Promotion et coordination de la politique commerciale nationale,
- Création de nouveaux produits,
- Planification informatique nationale.

3) Banque centrale du groupe Crédit Agricole

- Garante de l'unité financière du Groupe,
- Gestion d'une partie du risque de transformation de l'épargne.

b) Bilan consolidé du groupe Crédit Agricole S.A. :

(en millions d'euros)

ACTIF	30/06/2007	31/12/2006
Caisse, banques centrales, CCP	5 593	6 194
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	465 913	417 852
Instruments dérivés de couverture	6 333	3 834
Actifs financiers disponibles à la vente	181 265	173 530
Prêts et créances sur les établissements de crédit	306 515	292 207
Prêts et créances sur la clientèle	287 023	248 145
Ecarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-1 014	1 621
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	19 863	18 007
Actifs d'impôts courants	636	607
Actifs d'impôts différés	1 250	1 042
Comptes de régularisation et actifs divers	77 741	55 913
Actifs non courants destinés à être cédés	331	677
Participations dans les entreprises mises en équivalence	14 118	17 248
Immeubles de placement	2 994	2 971
Immobilisations corporelles	4 383	3 931
Immobilisations incorporelles	815	811
Ecarts d'acquisition *	18 091	15 943
TOTAL DE L'ACTIF	1 391 850	1 260 533

* Par rapport aux chiffres publiés antérieurement, le montant des écarts d'acquisition a été réduit au 31/12/2006 de 763 millions d'euros au titre du changement de méthode relatif aux mouvements d'intérêts minoritaires.

PASSIF	30/06/2007	31/12/2006
Banques centrales, CCP	478	89
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	313 902	297 284
Instruments dérivés de couverture	7 890	4 244
Dettes envers les établissements de crédit	170 560	134 239
Dettes envers la clientèle	372 046	350 811
Dettes représentées par un titre	181 434	162 824
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	- 2 051	307
Passifs d'impôts courants	1 072	1 195
Passifs d'impôts différés	339	226
Comptes de régularisation et passifs divers	76 316	54 792
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	234	655
Provisions techniques des contrats d'assurances	195 250	186 154
Provisions	4 958	4 154
Dettes subordonnées	22 207	24 470
Capitaux propres*	47 215	39 089
- Capitaux propres part du Groupe	41 904	34 319
Capital et réserves liées	21 042	17 006
Réserves consolidées	13 363	9 870
Gains ou pertes latents ou différés	3 552	2 583
Résultat de l'exercice	3 947	4 860
- Intérêts minoritaires	5 311	4 770
TOTAL DU PASSIF	1 391 850	1 260 533

* Par rapport aux chiffres publiés antérieurement, le montant des capitaux propres a été réduit au 31/12/2006 de 763 millions d'euros au titre du changement de méthode relatif aux mouvements d'intérêts minoritaires.

Fin 2006, le total du bilan du groupe Crédit Agricole S.A. représentait 1 261 milliards d'euros (avant changement de méthode indiqué ci-dessus) contre 1 061 milliards d'euros un an avant, enregistrant une croissance de + 18,8 %, principalement sous l'effet du développement de l'activité commerciale du Groupe. Les variations nettes du périmètre de consolidation entre 2005 et 2006 (nouvelles consolidations d'Emporiki, FAFS, BES Vida et BES Seguros, Egyptian American Bank, JSC Index Bank HVB principalement) n'ont pas d'impact significatif sur le bilan ; elles expliquent 3,3 % de sa croissance.

Les principaux postes de l'actif sont constitués des actifs financiers en valeur de marché par résultat (33 %), des prêts et créances émis sur les établissements de crédit et sur la clientèle (43 %), des actifs financiers disponibles à la vente (14 %).

Le passif du bilan regroupe principalement les passifs financiers à la juste valeur par résultat (24 %), les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle (38 %), les dettes représentées par un titre (13 %), les provisions techniques des contrats d'assurance (15 %) qui représentent dans leur ensemble plus de 90 % du passif hors capitaux propres.

Les capitaux propres, part du Groupe (y compris le résultat de l'exercice et avant distribution du dividende de 2006) s'élevaient en fin d'exercice à 35,1 milliards d'euros, en progression de 14,3 % sur un an, sous l'effet principal du résultat de l'exercice. Avec les intérêts minoritaires et les dettes subordonnées, les fonds propres bruts atteignaient 64,3 milliards d'euros, en augmentation de 8,2 milliards d'euros par rapport à 2005.

Au 31 décembre 2006, le ratio européen de solvabilité (après application de la réforme des conglomérats financiers) s'établissait à 8,8 % dont 8,2 % pour le ratio de solvabilité sur noyau dur (Tier 1).

A fin septembre 2007, les capitaux propres, part du Groupe, de Crédit Agricole S.A. s'élèvent à 41,4 milliards d'euros, marquant une progression de 7,1 milliards d'euros depuis le 1^{er} janvier 2007 (+20,7 %) sous l'effet de l'augmentation de capital de 4 milliards d'euros du début d'année et du résultat des 9 premiers mois de l'exercice.

Les emplois pondérés s'élèvent à 331,3 milliards d'euros à fin septembre 2007. Sur les 9 mois, leur augmentation (67,7 milliards d'euros soit + 25,7 %) tient principalement aux opérations de croissance externe (Cariparma et Friuladria), à la croissance organique, à l'évolution des risques de marchés et de celle des encours de crédit de la banque de financement.

Le ratio CAD/RSE Tier 1 s'établit à 8,2 % à fin septembre 2007.

c) Résultats consolidés du groupe Crédit Agricole S.A. :

Compte de résultat consolidé - résumé (en millions d'euros)	9 mois 2006	31 déc 2006	6 mois 2007	9 mois 2007
Produit net bancaire	11 979	16 187	10 286	14 362
Résultat brut d'exploitation	4 470	5 832	3 789	4 980
Coût du risque	(465)	(612)	(434)	(709)
Contribution des sociétés mises en équivalence	1 291	1 671	647	1 011
Résultat net sur autres actifs et variations de valeur des écarts d'acquisition	41	(40)	1 070	1 071
Résultat net	4 090	5 258	4 221	5 312
Résultat net part du Groupe	3 800	4 860	3 947	4 901

"Par rapport aux chiffres publiés antérieurement, le montant du résultat net sur autres actifs a été réduit de 15 millions d'euros au 30/09/2006 et de 61 millions d'euros au 31/12/2006 au titre du changement de méthode relatif aux mouvements d'intérêts minoritaires".

En 2006, le Groupe a continué d'investir pour alimenter une croissance organique solide : des initiatives majeures au plan commercial ont été engagées pour accompagner la dynamique des deux banques de proximité en France (Caisses régionales et LCL) et le partage des moyens de production a été lancé pour gagner en productivité ; les offres ont été enrichies dans les métiers spécialisés ; la banque de financement et d'investissement a poursuivi sa stratégie de développement fondée sur une offre produits complète, un réseau international étendu et une politique d'investissement progressive et régulière.

Dans le même temps, les bases de la croissance hors de France ont été renforcées. 2006 a enregistré une accélération de la croissance à l'international avec des acquisitions réalisées principalement dans des pays de la zone euro à forts potentiels, conformément aux priorités sectorielles et géographiques du Plan de développement 2006 - 2008 annoncé fin 2005 :

- offre publique d'achat sur Emporiki Bank S.A. en Grèce qui constitue une nouvelle étape majeure dans le développement international du Groupe,
- création de « FAFS » *joint venture* à 50/50 avec le groupe Fiat dans le crédit à la consommation,
- prise de contrôle majoritaire des filiales de bancassurance-vie et dommages du Espirito Santo Financial Group au Portugal et augmentation de la participation dans le Banco Espirito Santo (de 22,5 % à 23,8 % d'intérêt),
- acquisition d'Index Bank en Ukraine, de Meridian Bank en Serbie, d'Egyptian American Bank en Egypte.

Ce mouvement de transformation rapide et d'internationalisation du Groupe se traduit dès 2006 par un début d'équilibrage des revenus au profit de l'activité internationale qui en représente désormais 42 % contre 35 % un an auparavant. Avec le mouvement stratégique en Italie (achat à Intesa de plus de 660 agences), achevé mi-2007, le Groupe se donne les moyens d'atteindre l'objectif de 50 % du PNB réalisés à l'international tel qu'annoncé dans le plan de développement.

Le résultat net part du Groupe sur l'exercice 2006 atteint 4 860 millions d'euros, en croissance de 24,9 % sur celui de 2005. Obtenue dans un environnement mondial globalement porteur, il traduit une croissance vigoureuse de l'activité dans tous les métiers du Groupe. Il traduit aussi une nette amélioration de l'efficacité opérationnelle avec un résultat brut d'exploitation en progression de 28,8 % et un nouveau gain de près de 3 points du coefficient d'exploitation. Il traduit enfin une augmentation sensible de la rentabilité des capitaux propres à 17,0 % (avant impact du changement de méthode) contre 15,8 % en 2005. Le bénéfice net dilué par action s'élève à 3,25 euros.

Sur les 9 premiers mois de 2007, le résultat net part du Groupe de Crédit agricole S.A. s'établit à 4 901 millions d'euros, en hausse de 29,0 % par rapport à celui de la période correspondante de 2006. Hors éléments atypiques - plus-value sur la participation d'Intesa enregistrée au premier trimestre (1,5 milliard d'euros), charges relatives au plan de compétitivité 2007-2010 de la banque LCL enregistrées au deuxième trimestre (485 millions d'euros) et reprises de provisions épargne-logement - il est en progression de 4,5 %. Sur la période, la croissance du produit net bancaire et du résultat brut d'exploitation est supérieure à 18 % (hors éléments atypiques), confirmant la capacité du Groupe à générer une solide base de résultats opérationnels, même en période mouvementée. Le ROE annualisé ressort à 14,9 % et la rentabilité des capitaux propres alloués aux métiers à 17,7 %.

Le troisième trimestre a, en effet, été marqué par la crise du marché hypothécaire aux Etats-Unis et ses répercussions sur le système financier dans son ensemble : défaillances sur les crédits et dépréciations des actifs financiers d'une part, assèchement et hausse du coût de la liquidité avec la quasi disparition temporaire du marché interbancaire, d'autre part.

Dans ce contexte difficile qui a plus particulièrement affecté les performances de certaines activités des domaines de la banque de financement et d'investissement et de la gestion d'actifs, le résultat net part du Groupe du troisième trimestre 2007 s'élève à 954 millions d'euros, en baisse de 16,8 % par rapport à celui du troisième trimestre 2006. Ce montant intègre la perte de trading enregistrée à New York courant septembre.

Hors celle-ci et hors le léger impact des reprises de provisions épargne-logement, le résultat net part du Groupe est en hausse de 6,5 % sur celui de la période correspondante de 2006, résultant d'une solide croissance des résultats opérationnels (+ 17,7 % en produit net bancaire, + 18,2 % en résultat d'exploitation) et de la baisse anticipée (- 8,6 %) de la contribution des sociétés mises en équivalence, après la déconsolidation d'Intesa.

La diversité des métiers du Groupe explique la bonne résistance des résultats en dépit de la crise de l'hypothécaire résidentiel américain. Ainsi, au sein de la banque de financement et d'investissement, la banque de marchés a enregistré au troisième trimestre des dépréciations complémentaires à celles passées au premier semestre sur les portefeuilles d'ABS et de CDO, d'un montant de 546 millions d'euros. Mais, dans le même temps, les autres lignes d'activité comme les dérivés de taux, la trésorerie, le change, le courtage ont atteint des niveaux de revenus trimestriels parmi les plus hauts historiques. De même, dans la banque de financement, l'activité financements structurés a enregistré les revenus les plus élevés jamais atteints sur un trimestre.

Les autres métiers, en particulier la gestion d'actifs mais aussi les services financiers spécialisés et la banque de détail à l'international, enregistrent au troisième trimestre une croissance de leur activité supérieure à 10 %. Dans la banque de proximité en France, le dynamisme commercial s'est poursuivi, marqué par le lancement d'offres innovantes et la conquête de nouveaux clients.

d) Résultats par pôle d'activité :

Contribution des métiers au résultat net part du groupe de Crédit Agricole S.A.

(en millions d'euros)	9 mois 2006	31 déc 2006	30 juin 2007	9 mois 2007
Banque de proximité en France – Caisses régionales	538	759	376	555
Banque de proximité en France - LCL	519	679	223	383
Banque de détail à l'international	410	529	222	353
Services financiers spécialisés	390	463	294	430
Gestion d'actifs, assurances et banque privée	1 081	1 547	896	1 294
Banque de financement et d'investissement	1 304	1 645	997	1 008
Gestion pour compte propre et divers	(442)	(762)	939	878
TOTAL	3 800	4 860	3 947	4 901

e) Gestion des risques dans le groupe Crédit Agricole S.A. : facteurs de risques, pilotage et exposition aux risques

1) Le contrôle interne

A la suite de l'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006 des modifications du règlement 97-02 sur le contrôle interne des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, des évolutions sont intervenues dans l'organisation des dispositifs de contrôle interne du Groupe, tant en ce qui concerne la réorganisation des fonctions de contrôle dédiées, qu'en matière de renforcement des activités de contrôle opérationnelles et de structuration de leurs reportings.

2) L'organisation de la conformité

Au cours du premier semestre 2007, et à la suite du rapprochement déjà effectué en 2006 entre la Direction de la Conformité-Déontologie et le Pôle Sécurité financière, une nouvelle organisation a été mise en place pour répondre aux besoins de la ligne métier.

Au sein de la Direction de la Conformité, trois unités sont désormais dédiées aux entités du Groupe : Caisses régionales, Filiales France, Filiales Internationales. En outre, trois autres unités transverses sont en charge des contrôles opérationnels sur les clients et les titres et de la maîtrise d'ouvrage des systèmes d'information pour les réglementations relatives à la conformité.

Afin d'accompagner le développement de la Banque de Détail à l'International dans un cadre sécurisé, Crédit Agricole S.A. a engagé des actions significatives pour déployer des dispositifs de Conformité encadrés par les procédures FIDES qui régissent l'organisation et le cadre d'intervention de la Ligne Métier Conformité du groupe Crédit Agricole S.A. (nomination de responsables de conformité des filiales concernées, installation de comités de management de la conformité, implantation d'outils informatiques de surveillance des flux, activation de modules de formation FIDES, envoi de reportings mensuels à la Direction de la Conformité sur les dysfonctionnements).

Par ailleurs, la Direction de la Conformité a poursuivi au cours de la période sous revue la mise en place des systèmes d'information propres à la surveillance des abus de marché tant dans les activités de banque d'investissement que dans les réseaux de la banque de détail.

Enfin, elle s'est attachée à donner l'impulsion à des groupes de travail permettant au groupe Crédit Agricole de se mettre en ordre de marche pour respecter les dispositions de la transposition en droit français de la Directive « Marché d'Instruments Financiers » au 1^{er} novembre 2007, tout en laissant les métiers « maîtres d'ouvrage » de ce projet.

3) Le contrôle périodique

L'inspection générale Groupe, directement rattachée au directeur général de Crédit Agricole S.A., est le niveau ultime de contrôle au sein du Groupe Crédit Agricole. Dans le cadre des évolutions du dispositif de contrôle interne rendues nécessaires par les évolutions réglementaires, elle a depuis le 1^{er} janvier 2006 pour responsabilité exclusive d'assurer le contrôle périodique du Groupe Crédit Agricole au travers des missions qu'elle mène et le pilotage de la ligne métier audit-inspection du Groupe Crédit Agricole S.A. qui lui est hiérarchiquement rattachée.

4) Les risques et le contrôle permanent

- Organisation de la fonction « Risques et contrôle permanent » au sein du Groupe.

- Le dispositif de surveillance des risques au sein de Crédit Agricole S.A. et de ses filiales.

- Le Projet Bâle II.

- L'évolution du périmètre de contrôle interne d'activité.

- Le risque de crédit :

 - Les grands risques de contrepartie :*

 - Les engagements consolidés de l'ensemble des entités du groupe Crédit Agricole S.A sont suivis par contrepartie et par groupe lié de contreparties.*

Au 30 juin 2007, les engagements en risques de Crédit Agricole S.A. et de ses filiales sur les 10 premiers groupes non bancaires s'élevaient à 22,4 milliards d'euros (données de gestion), dont 6,3 milliards d'euros sur des sociétés d'assurance de premier plan.

Le suivi des grands risques de contrepartie des Caisses régionales et de LCL est opéré notamment au travers de la filiale Foncaris qui, au 30 juin 2007, garantissait à 50 % les 8,7 milliards d'euros d'encours de crédit des Caisses régionales et de LCL sur leurs plus grands risques.

A ce titre, ses engagements s'élevaient à cette date à 4,3 milliards d'euros. Les dix premiers risques de Foncaris représentaient 1,4 milliard d'euros soit un tiers de ses engagements totaux.

La politique de provisionnement et la couverture des risques

Le coût du risque de crédit consolidé sur le périmètre de Crédit Agricole S.A. est en hausse à 29 points de base annualisés des emplois pondérés Cooke (hors risques de marchés) au premier semestre 2007, contre 25 points de base au premier semestre 2006. Cette augmentation s'explique par l'intégration d'Emporiki en Grèce, et de Cariparma et FriulAdria en Italie.

- Les risques de marchés : la VaR totale du groupe Crédit Agricole S.A. s'élève à 68 millions d'euros au 30 septembre 2007 (dont 63 millions sur le seul périmètre CALYON).

- La gestion du bilan

Le risque de taux d'intérêt global :

La Direction financière du groupe Crédit Agricole S.A. participe aux Comités actif-passif des filiales portant un risque de taux d'intérêt global significatif et assure l'harmonisation des méthodes et des pratiques au sein du Groupe ainsi que le suivi des limites allouées à chacune de ces entités. Elle consolide le risque de taux d'intérêt global de Crédit Agricole S.A. et de ces filiales.

Le risque de liquidité :

A fin juin 2007, le ratio de liquidité de Crédit Agricole S.A. s'élève à 196 % contre 111 % au 31 décembre 2006

- Les risques opérationnels.

- Les risques juridiques :

A ce jour, à la connaissance de Crédit Agricole S.A., il n'existe aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage susceptible d'avoir, ou ayant eu récemment, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la société et du groupe Crédit Agricole S.A.

Les risques juridiques en cours susceptibles d'avoir une influence négative sur le patrimoine du Groupe ont fait l'objet de provisions adéquates tenant compte des informations dont dispose la Direction Générale.

f) Evolution du capital de Crédit Agricole S.A. en 2007:

- CRÉDIT AGRICOLE S.A. a réalisé, début 2007, une augmentation de capital en numéraire avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, pour un montant de 4.005.337.152,50 euros (prime d'émission incluse).

Cette augmentation de capital avait pour but de permettre à Crédit Agricole S.A. de financer l'acquisition des réseaux italiens de Cassa di Risparmio di Parma e Piacenza et Banca Popolare FriulAdria, ainsi que 202 agences de Banca Intesa (soit 663 agences au total).

La souscription des actions nouvelles a été réalisée au prix de 26,75 euros par action (3 euros de nominal et 23,75 euros de prime d'émission) à raison de UNE action nouvelle pour DIX actions anciennes, le prix de souscription faisant apparaître une décote de 16,51 % par rapport au cours de clôture de l'action Crédit Agricole S.A. du 27 décembre 2006.

Le règlement-livraison des actions nouvelles a eu lieu le 6 février 2007. SAS Rue La Boétie (détenue en totalité par les Caisses Régionales de Crédit Agricole Mutuel), qui détient 54,73% du capital et 55,15% des droits de vote de Crédit Agricole S.A., a souscrit à titre irréductible à la présente augmentation de capital à hauteur de la totalité de ses droits préférentiels de souscription et à concurrence du solde du montant de l'émission

- Par ailleurs, Crédit Agricole S.A. a lancé, le 10 septembre 2007, une augmentation de capital réservée aux salariés du groupe Crédit Agricole. L'enveloppe prévue a été fixée à 400 millions d'euros, cette enveloppe pouvant être portée à 500 millions d'euros dans le cas où le total des demandes de souscription dépasserait l'enveloppe, ce qui est le cas.

Le prix de souscription est de 22,01 euros, résultat du calcul de la moyenne des 20 cours d'ouverture de l'action Crédit Agricole S.A. constatés lors des séances de Bourse du 24 septembre au 19 octobre 2007 inclus, à laquelle est appliquée une décote de 20 %.

L'augmentation, close depuis le 25 octobre, sera effective le 5 décembre prochain, date à laquelle aura lieu le règlement des souscriptions.

D - RESUME DES FACTEURS DE RISQUES

A) Facteurs de Risques liés à l'Emetteur

1) Facteurs de risques propres à l'émetteur ou à son secteur d'activité

Selon les principes du montage des émissions, celles-ci ne doivent pas générer de risques, du fait de l'adossé entre émissions réalisées par la société RADIAN et les émissions réalisées par les Caisses régionales.

2) Dispositif de contrôle interne général

- Le conseil d'administration est informé de l'organisation et du dispositif du contrôle interne. Il est impliqué dans la compréhension des principaux équilibres financiers de l'entreprise. Il lui est périodiquement présenté que l'adossé en taux et en marge de la société est assuré. Il approuve l'organisation générale de l'entreprise ainsi que celle de son dispositif de contrôle interne
- L'organe exécutif est directement impliqué dans l'organisation et le fonctionnement du dispositif de contrôle interne. Il s'assure que les stratégies et limites de risques sont compatibles avec la situation financière (niveaux des fonds propres, résultats) et les stratégies arrêtées par l'organe délibérant ;

3) La qualité de crédit de l' Emetteur

Les titres subordonnés constituent des engagements directs, généraux, inconditionnels et non assortis de sûreté de l'Emetteur. Le principal des Titres subordonnés Remboursables constitue une dette subordonnée de l'Emetteur. Les intérêts sur les Titres Subordonnés Remboursables constituent une dette chirographaire de l'Emetteur.

En achetant les Titres Subordonnés Remboursables, l'investisseur potentiel se repose sur la qualité de crédit de l'Emetteur et de nulle autre personne.

B) Facteurs de risques liés au Garant

1) Facteurs pouvant affecter la capacité du Garant à remplir ses obligations

Les événements imprévus/de force majeure, tels que les catastrophes naturelles graves, attaques de terroristes ou d'autres états d'urgence peuvent mener à une interruption brusque des opérations du Garant et peuvent causer des pertes substantielles. De telles pertes peuvent concerner la propriété, les actifs financiers, les positions commerciales et les employés principaux.

De tels événements imprévus/de force majeure peuvent également entraîner des coûts additionnels et augmenter les coûts du Garant. De tels événements peuvent également rendre indisponible la couverture pour certains risques et augmenter ainsi le risque du Garant.

Le Garant exerce son activité dans un environnement qui fait naître des risques dont certains qu'il ne peut pas contrôler. En particulier, l'activité, la situation et les résultats du Garant sont étroitement liés aux conditions économiques générales, en particulier dans le secteur du crédit, ainsi qu'à l'évolution des marchés financiers. Dans ces conditions, un repli des marchés financiers et/ou une évolution défavorable des conditions économiques générales, spécialement dans le secteur du crédit seraient susceptibles d'avoir un effet défavorable sur son activité, sa situation financière et ses résultats.

2) La qualité de crédit du Garant

Le Garant émet un grand nombre d'instruments financiers sur une base globale et, à tout moment, les instruments financiers émis peuvent représenter un montant important. En achetant les titres, l'investisseur potentiel se repose sur la qualité de crédit du Garant et de nulle autre personne.

Les situations décrites ci-dessus peuvent avoir des conséquences négatives sur l'investissement dans les titres. Le Garant n'assume aucune responsabilité de quelque nature que ce soit pour ces conséquences et l'impact sur l'investissement.

C) Facteurs de Risques liés aux Titres subordonnés remboursables

1) Facteurs de Risque liés à la structure particulière des Titres Subordonnés Remboursables

Les Titres Subordonnés Remboursables ont des particularités qui peuvent impliquer certains risques pour les investisseurs potentiels

Titres Subordonnés Remboursables

En cas de liquidation de l'Emetteur, les titres subordonnés de la présente émission seront remboursés à un prix égal au pair et leur remboursement n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à l'Emetteur et des titres participatifs émis par lui. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés, ultérieurement par l'Emetteur tant en France qu'à l'étranger, proportionnellement à leur montant, le cas échéant.

Les intérêts constitueront des engagements directs, généraux, inconditionnels et non subordonnés de l'Emetteur, venant au même rang que toutes les autres dettes et garanties chirographaires, présentes ou futures de l'Emetteur.

Risques généraux liés aux Titres Subordonnés Remboursables

Les risques généraux liés aux Titres Subordonnés Remboursables sont décrits brièvement ci-dessous :

La Directive de l'Union Européenne sur l'épargne

Si, suite à l'entrée en vigueur de la Directive de l'Union Européenne sur l'Epargne, un paiement doit être fait ou encaissé dans un Etat Membre qui a opté pour le système de retenue à la source et une taxe ou un montant relatif à une taxe doit être retenu de ce paiement, ni l'Emetteur ni un quelconque agent payeur ni aucune autre personne ne sera obligé(e) de payer une somme supplémentaire au titre des Titres Subordonnés Remboursables du fait de l'application de cette retenue à la source .

Changement de loi

Les modalités des Titres Subordonnés Remboursables sont fondées sur les lois en vigueur à la date du Prospectus . Aucune assurance ne peut être donnée sur l'impact d'une éventuelle décision de justice ou changement de loi ou de pratique administrative après la date du Prospectus.

Possible modification des modalités des titres subordonnés

Les modalités des titres subordonnés permettent à l'assemblée générale des porteurs de titres de modifier les termes des titres subordonnés dès lors que deux-tiers des porteurs présents ou représentés approuvent les modifications. Toute modification ainsi approuvée s'imposera à l'ensemble des porteurs des titres subordonnés.

Absence de conseil juridique ou fiscal :

Chaque investisseur potentiel est invité à consulter ses propres conseillers quant aux aspects juridiques, fiscaux et connexes d'un investissement dans les Titres Subordonnés Remboursables.

2) Risques de marché et autres facteurs de risque

Risques liés au marché en général

Ci-dessous sont brièvement décrits les principaux risques de marché, y compris le risque de liquidité, le risque juridique, le risque de taux et le risque de crédit .

Le marché secondaire

Il existe un marché secondaire pour les Titres Subordonnés Remboursables mais il se peut qu'il ne soit pas très liquide. En conséquence, les investisseurs pourraient ne pas être en mesure de vendre leurs Titres Subordonnés Remboursables facilement ou à des prix qui leur procureraient un rendement comparable à des investissements similaires pour lesquels un marché secondaire s'est développé. C'est dans ce contexte que l'Emetteur a signé un contrat d'animation de marché avec CALYON.

Risques liés aux taux d'intérêt

Les Titres Subordonnés Remboursables portent intérêt à taux fixe. L'évolution des taux d'intérêt sur le marché peut affecter défavorablement la valeur des Titres Subordonnés Remboursables.

La baisse de notation de crédit de l'Emetteur peut affecter la valeur de marché des Titres Subordonnés Remboursables

La notation de crédit de l'Emetteur est une évaluation de sa capacité à faire face à ses obligations de paiement, y compris celles résultant des Titres Subordonnés Remboursables. En conséquence, une baisse réelle ou anticipée dans la notation de crédit de l' Emetteur peut affecter la valeur de marché des Titres Subordonnés Remboursables.

Les Titres Subordonnés Remboursables ne sont pas nécessairement adaptés à tous les investisseurs

L'investissement dans les Titres Subordonnés implique une connaissance et une expérience des transactions sur les marchés de capitaux ainsi qu'une correcte évaluation des risques inhérents aux Titres Subordonnés.

Les investisseurs ne devront prendre leur décision qu'après une étude approfondie des informations contenues dans le Prospectus, et dans les documents qui y sont incorporés par référence, et des informations d'ordre général relatives aux Titres Subordonnés.

Les investisseurs potentiels devront s'assurer qu'ils disposent de ressources financières suffisantes pour supporter les risques inhérents à l'acquisition des Titres Subordonnés.

Il est recommandé aux investisseurs potentiels de comprendre parfaitement la nature des Titres Subordonnés et des risques qui en découlent, et de vérifier l'adéquation d'un tel investissement au regard de leur situation financière et de procéder à leur propre analyse (seuls ou avec l'assistance de leur(s) conseil(s), des aspects juridiques, fiscaux, comptables et réglementaires relatifs à l'acquisition de Titres Subordonnés). L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que les Titres Subordonnés ne sont pas nécessairement adaptés à tous les investisseurs.

De même, les investisseurs potentiels devront être capables d'évaluer (seuls ou avec l'assistance d'un conseiller financier), les évolutions économiques et autres facteurs qui pourraient affecter leur investissement et leur capacité à supporter les risques qui en découlent.

Les activités d'investissement de certains investisseurs sont soumises à des lois et règlements spécifiques, ou à l'examen ou au contrôle par certaines autorités. Chaque investisseur potentiel doit consulter ses propres conseils juridiques pour déterminer si, et dans quelle mesure, il peut légalement acheter des Titres Subordonnés, les Titres Subordonnés peuvent servir de garantie pour diverses formes d'emprunts et si d'autres restrictions s'appliquent pour l'achat ou la mise en garantie des Titres Subordonnés.

Classification du produit

Dans le cadre de l'application de la Directive européenne sur les marchés d'instruments financiers (Directive MIF), ce titre est classé par Crédit Agricole S.A. comme un instrument financier non complexe. Il ne présente aucun risque à l'échéance sur le capital investi. A l'échéance, l'émetteur remboursera le titre au pair. Ce remboursement est garanti par Crédit Agricole S.A..

E - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES :

Documents accessibles au public

Les documents relatifs à la Société RADIANT et, en particulier, ses statuts, ses comptes, ses rapports présentés à ses Assemblées par le Conseil d'administration ou les commissaires aux comptes, peuvent être consultés au 91-93 boulevard Pasteur -75015 PARIS

CHAPITRE I

RESPONSABLE DU PROSPECTUS ET DU CONTROLE DES COMPTES

1. L'EMETTEUR

1.1. RESPONSABLE DU PROSPECTUS

Olivier NICOLAS, Directeur Général de la société RADIANT S.A.

1.2 ATTESTATION DU RESPONSABLE AU TITRE DE L'EMETTEUR

J'atteste après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent prospectus sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes de la société RADIANT donnés dans le présent prospectus, ainsi qu'à la lecture d'ensemble du prospectus.

Le Directeur Général de RADIANT S.A

Olivier NICOLAS

2. LE GARANT

2.1. RESPONSABLE DU PROSPECTUS

Georges PAUGET, Directeur Général de Crédit Agricole S.A.

2.2. ATTESTATION DU RESPONSABLE AU TITRE DU GARANT

« J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations relatives à Crédit Agricole S.A. contenues dans le présent Prospectus sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes du Garant donnés dans le présent prospectus, ainsi qu'à la lecture d'ensemble du prospectus.

Les informations financières historiques du Garant présentées dans l'actualisation A.03 déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers en date du 5 septembre 2007 sous le numéro D.07.0214-A.03, ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux, figurant pages 139 à 140 dudit document, qui contient une observation.

Le Directeur Général de Crédit Agricole s.A

Georges PAUGET

1.3. RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES DE L'EMETTEUR

Titulaire :

ERNST & YOUNG et Autres
Société représentée par Valérie MEEUS
41, rue Ybry - 92576 Neuilly sur Seine Cedex
Commissaire aux comptes membres de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles

Suppléant

Société Picarle et Associés
11, allée de l'Arche
92400 Courbevoie
Commissaire aux comptes membres de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres a été désigné en tant que Commissaire aux comptes titulaire par l'Assemblée Générale Ordinaire du 20 juin 2007 jusqu'à l'issue de l'Assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

La société Picarle et Associé a été nommée Commissaire aux comptes suppléant de la société Ernst & Young et Autres par l'Assemblée Générale Ordinaire du 20 juin 2007 jusqu'à l'issue de l'Assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

1.4. RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES DU GARANT

Titulaires

ERNST & YOUNG et Autres Société représentée par Valérie MEEUS 41, rue Ybry - 92576 Neuilly sur Seine Cedex	PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT Société représentée par Gérard HAUTEFEUILLE 63, rue de Villiers – 92200 Neuilly-sur-Seine
Commissaires aux comptes membres de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles	Commissaires aux comptes membres de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles

Suppléants

Société Picarle et Associés 11, allée de l'Arche 92400 Courbevoie	Pierre COLL 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine
Commissaires aux comptes membres de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles	Commissaires aux comptes membres de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles

Barbier Frinault et Autres a été désigné en tant que Commissaire aux comptes titulaires par l'Assemblée générale ordinaire du 31 mai 1994 pour 6 ans puis renouvelé pour 6 ans par l'Assemblée générale ordinaire du 25 mai 2000. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006. La société, représentée par Valérie Meeus, est membre du réseau Ernst & Young depuis le 5 septembre 2002. Elle a pris le nom de Ernst & Young et Autres depuis le 1^{er} juillet 2006.

PricewaterhouseCoopers Audit a été nommé Commissaire aux comptes titulaire par l'Assemblée générale ordinaire du 19 mai 2004. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006.

PricewaterhouseCoopers Audit, représenté par Gérard HAUTEFEUILLE, est membre du réseau PricewaterhouseCoopers

Pierre Coll a été nommé Commissaire aux comptes suppléant de la société PricewaterhouseCoopers Audit par l'Assemblée générale ordinaire du 19 mai 2004. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée Générale mixte du 17 mai 2006.

Alain Grossmann avait été nommé Commissaire aux comptes suppléant par l'Assemblée générale ordinaire du 31 mai 1994 pour 6 ans puis renouvelé pour 6 ans par l'Assemblée générale ordinaire du 25 mai 2000. Ce mandat a pris fin à l'issue de l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006.

La société Picarle et Associés, domiciliée 11, allée de l'Arche à Courbevoie (92400), a été nommée Commissaire aux comptes suppléant de la société Ernst & Young et Autres, pour une durée de 6 exercices, par l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006.

1.5. RESPONSABLES DE L'INFORMATION

de l'Emetteur : Olivier NICOLAS - Directeur Général de Radian

du Garant : Bertrand BADRE – Directeur Finances Groupe

CHAPITRE II

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'EMISSION

2.1. CADRE DE L'EMISSION

2.1.1. Autorisations

Suite à la publication de l'ordonnance n° 2004-604 du 24 juin 2004 portant réforme des valeurs mobilières, le Conseil d'Administration réuni le 25 septembre 2007 a décidé de procéder sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, à la création et à l'émission, en France ou à l'étranger, d'obligations subordonnées ou non, à durée déterminée ou indéterminée, ou de bons de souscription d'obligations libellés en euros ou en devises étrangères, les obligations pouvant éventuellement être assorties de bons de souscription d'obligations de même type, dans la limite d'un montant maximum de 2 500 000 000 euros, ces émissions pouvant être constituées de titres subordonnés remboursables d'un euro de nominal à taux fixe ou variable, indexés sur tout type d'index ou de valeurs mobilières ou non.

Le Directeur Général, Monsieur Olivier NICOLAS a donc décidé de faire partiellement usage de cette autorisation et de procéder à l'émission d'un emprunt d'un montant de 57 000 000 euros représenté par des titres subordonnés

2.1.2. Nombre, valeur nominale des titres, produit de l'émission

Le présent emprunt subordonné remboursable d'un montant nominal de 57 000 000 euros, est représenté par 57 000 000 titres subordonnés remboursables de un euro nominal.

Le produit brut minimum estimé de l'émission est de 57 228 570 euros.

Le produit net minimum de l'émission, après prélèvement sur le produit brut d'environ 826 500 euros correspondant aux rémunérations dues aux intermédiaires financiers et d'environ 36 000 euros correspondant aux frais légaux et administratifs, s'élèvera à 56 366 070 euros.

2.1.3. Tranches internationales ou étrangères

La totalité de l'émission est réalisée sur le marché français. Il n'y a pas de tranche spécifique destinée à être placée sur le marché international ou un marché étranger.

2.1.4. Droit préférentiel de souscription

Il n'y a pas de droit préférentiel de souscription à la présente émission.

2.1.5. Période de souscription :

La souscription sera ouverte du 30 novembre au 17 décembre 2007 inclus et pourra être close sans préavis.

2.1.6. Organismes financiers chargés de recueillir les souscriptions

Les souscriptions en France seront reçues dans la limite des titres disponibles auprès des guichets des agences des Caisses Régionales de Crédit Agricole

2.2. CARACTERISTIQUES DES TITRES EMIS

2.2.0. Nature, forme et délivrance des titres émis

Les titres subordonnés sont émis dans le cadre de la législation française.

Les titres subordonnés pourront revêtir la forme nominative ou au porteur au choix des détenteurs.

Ils seront obligatoirement inscrits en comptes tenus, selon les cas, par :

- Crédit Agricole S.A. mandaté par la Société RADIAN pour les titres nominatifs purs ;
- un intermédiaire habilité au choix du détenteur pour les titres nominatifs administrés ;
- un intermédiaire habilité au choix du détenteur pour les titres au porteur.

Les titres subordonnés seront inscrits en compte le 17 décembre 2007.

Euroclear France assurera la compensation des titres entre teneurs de comptes.

2.2.1. Prix d'émission

100,401 % soit 1,00401 euro par titre subordonné, payable en une seule fois à la Date de Règlement.

2.2.2. Date de jouissance

17 décembre 2007.

2.2.3. Date de règlement

17 décembre 2007.

2.2.4. Taux nominal

5,10 %

2.2.5. Intérêt annuel

Les titres subordonnés rapporteront un intérêt annuel de 5,10 % du nominal, soit 0,0510 euro par titre subordonné payable en une seule fois le 17 décembre de chaque année et pour la première fois le 17 décembre 2008.

Les intérêts des titres subordonnés cesseront de courir à dater du jour où le capital sera mis en remboursement par l'Emetteur.

Les intérêts seront prescrits dans un délai de 5 ans.

2.2.6. Amortissement normal

Les titres subordonnés seront amortis en totalité le 17 décembre 2017 par remboursement au pair.

Le capital sera prescrit dans un délai de 30 ans à compter de la mise en remboursement.

Amortissement anticipé

L'Emetteur s'interdit de procéder, pendant toute la durée de l'emprunt, à l'amortissement anticipé des titres subordonnés par remboursement.

Toutefois, il se réserve le droit de procéder à l'amortissement anticipé des titres subordonnés, soit par des rachats en bourse, soit par des offres publiques d'achat ou d'échange (selon la réglementation applicable), ces opérations étant sans incidence sur le calendrier normal de l'amortissement des titres restant en circulation.

Les titres subordonnés ainsi rachetés sont annulés.

L'Emetteur devra requérir l'accord préalable du secrétariat général de la Commission Bancaire pour effectuer des rachats en bourse dès que le montant cumulé de titres rachetés excédera 10 % du montant initial de l'emprunt ainsi que pour procéder à des offres publiques d'achat ou d'échange.

L'information relative au nombre de titres rachetés et au nombre de titres en circulation sera transmise annuellement à Euronext Paris SA pour l'information du public et pourra être obtenue auprès de l'Emetteur ou de l'établissement chargé du service des titres.

2.2.7. Taux de rendement actuariel brut à la date de règlement

5,05 %.

Sur le marché obligataire français, le taux actuariel d'un emprunt est le taux annuel qui, à une date donnée, égalise à ce taux et à intérêts composés, les valeurs actuelles des montants à verser et des montants à recevoir (définition adoptée par le Comité de Normalisation Obligataire).

Il n'est significatif que pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final.

2.2.8. Durée et vie moyenne : 10 ans à compter de la Date de Règlement.

2.2.9. Assimilations ultérieures

Au cas où l'Emetteur émettrait ultérieurement de nouveaux titres subordonnés jouissant à tous égards de droits identiques à ceux de la présente émission, il pourra, sans requérir le consentement des porteurs et à condition que les contrats d'émission le prévoient, procéder à l'assimilation de l'ensemble des titres des émissions successives unifiant ainsi l'ensemble des opérations relatives à leur gestion et à leur négociation.

2.2.10. Rang de créance

Subordination du capital :

En cas de liquidation de l'Emetteur, les titres subordonnés de la présente émission seront remboursés à un prix égal au pair et leur remboursement n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à l'émetteur et des titres participatifs émis par lui. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés, ultérieurement par l'Emetteur tant en France qu'à l'étranger, proportionnellement à leur montant, le cas échéant.

Non subordination des intérêts :

Les intérêts constitueront des engagements directs, généraux, inconditionnels et non subordonnés de l'Emetteur, venant au même rang que toutes les autres dettes et garanties chirographaires, présentes ou futures de l'Emetteur.

Maintien de l'emprunt à son rang :

L'Emetteur s'engage, jusqu'au remboursement effectif de la totalité des titres du présent emprunt, à n'instituer en faveur d'autres titres subordonnés qu'il pourrait émettre ultérieurement, aucune priorité quant à leur rang de remboursement en cas de liquidation, sans consentir les mêmes droits aux titres subordonnés du présent emprunt.

2.2.11. Garantie

La garantie octroyée par Crédit Agricole S.A. est totale et subordonnée : le service de l'emprunt en intérêts, amortissements, impôts, frais et accessoires, est garanti irrévocablement pendant toute sa durée par Crédit Agricole S.A..

La mise en oeuvre de la garantie ainsi octroyée par Crédit Agricole S.A. ne pourra toutefois, en cas de liquidation du garant, avoir pour effet de privilégier les porteurs de titres des présentes émissions par rapport aux créanciers du garant détenteurs de titres ou de créances subordonnés. En conséquence, le remboursement des présents titres n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers du garant, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à ce dernier et des titres participatifs émis par lui ainsi que des titres dits « super subordonnés » prévus à l'article L.228-97 du code de commerce... Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés ultérieurement par le garant tant en France qu'à l'étranger, proportionnellement à leur montant le cas échéant.

2.2.12. **Prise ferme**

La présente émission fait l'objet d'une prise ferme par CALYON et Crédit Agricole S.A..

2.2.13. **Notation**

Cette émission ne fait pas l'objet d'une demande de notation

2.2.14. **Représentation des porteurs de titres**

Faisant application de l'article L 228-46 du Code de commerce, les porteurs de titres subordonnés sont groupés en une Masse jouissant de la personnalité civile.

Faisant application de l'article L 228-47 du Code de commerce sont désignés :

a) Représentant titulaire de la Masse des porteurs de titres subordonnés :

Monsieur Stéphane MONIN

demeurant : 3, rue du Sommet des Alpes – 75015 PARIS

La rémunération du représentant titulaire de la Masse, prise en charge par l'Emetteur, est de 300 euros par an; elle sera payable le 17 décembre de chaque année et pour la première fois le 17 décembre 2008.

b) Représentant suppléant de la Masse des porteurs de titres subordonnés :

Monsieur : Philippe de LAMARZELLE

demeurant : COUPLEHAUT – 61560 COURGEOUST

La date d'entrée en fonction du représentant suppléant sera celle de réception de la lettre recommandée par laquelle le représentant titulaire restant en fonction, l'Emetteur ou toute autre personne intéressée lui aura notifié tout empêchement définitif ou provisoire du représentant titulaire défaillant; cette notification sera, le cas échéant, également faite, dans les mêmes formes, à la société débitrice.

En cas de remplacement provisoire ou définitif, le représentant suppléant aura les mêmes pouvoirs que ceux du représentant titulaire.

Il n'aura droit à la rémunération annuelle de 300 euros que s'il exerce à titre définitif les fonctions de représentant titulaire ; cette rémunération commencera à courir à dater du jour de son entrée en fonction.

Le représentant titulaire aura sans restriction ni réserve le pouvoir d'accomplir au nom de la Masse tous les actes de gestion pour la défense des intérêts communs des porteurs de titres subordonnés.

Il exercera ses fonctions jusqu'à son décès, sa démission, sa révocation par l'assemblée générale des porteurs de titres subordonnés ou la survenance d'une incapacité ou d'une incompatibilité.

Son mandat cessera de plein droit le jour du dernier amortissement ou du remboursement général, anticipé ou non, des titres subordonnés. Ce terme est, le cas échéant, prorogé de plein droit, jusqu'à la solution définitive des procès en cours dans lesquels le représentant serait engagé et à l'exécution des décisions ou transactions intervenues.

En cas de convocation de l'assemblée des porteurs de titres subordonnés, ces derniers seront réunis au siège social de l'Emetteur ou en tout autre lieu fixé dans les avis de convocation.

Le porteur de titres subordonnés a le droit, pendant le délai de 15 jours qui précède la réunion de l'assemblée générale de la Masse de prendre par lui-même ou par mandataire, au siège de l'Emetteur, au lieu de la direction administrative ou, le cas échéant, en tout autre lieu fixé par la convocation, connaissance ou copie du texte des résolutions qui seront proposées et des rapports qui seront présentés à l'assemblée.

Dans le cas où des émissions ultérieures de titres subordonnés offriraient aux souscripteurs des droits identiques à ceux de la présente émission et si les contrats le prévoient, les porteurs de titres subordonnés seront groupés en une Masse unique.

2.2.15. Régime fiscal

Le paiement des intérêts et le remboursement des titres subordonnés seront effectués sous la seule déduction des retenues opérées à la source et des impôts que la loi met ou pourrait mettre obligatoirement à la charge des porteurs.

Les personnes physiques ou morales doivent s'assurer de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier. En l'état actuel de la législation le régime fiscal suivant est applicable. L'attention des porteurs est toutefois attirée sur le fait que ces informations ne constituent qu'un résumé de ce régime et que leur situation particulière doit être étudiée avec leur conseiller fiscal habituel.

1. - *Personnes physiques*

a) *Revenus*

En l'état actuel de la législation, les revenus de ces titres (intérêts et primes de remboursement) perçus par des personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont :

- soit pris en compte pour la détermination du revenu soumis :
 - . à l'impôt sur le revenu,
 - . à la contribution sociale généralisée de 8,2 % (articles 1600-O C et O E du Code Général des Impôts, ci-après CGI),
 - . au prélèvement social de 2 % (article 1600-O F bis du CGI), et à la contribution additionnelle au prélèvement social de 2% (article L14-10-4, 2 du Code de l'Action sociale et des familles), fixée à 0,3 %,
 - . à la contribution pour le remboursement de la dette sociale de 0,5 % (article 1600-O G et 1600-O L du CGI),
- soit, sur option, soumis à un prélèvement au taux de 16 % (article 125-A du CGI) libératoire de l'impôt sur le revenu auquel s'ajoutent :
 - . la contribution sociale généralisée de 8,2 % (articles 1600-O D et O E du CGI),
 - . le prélèvement social de 2 % (article 1600-O F bis du CGI), et la contribution additionnelle au prélèvement social de 2% (article L14-10-4, 2 du Code de l'Action sociale et des familles), fixée à 0,3 %,
 - . la contribution pour le remboursement de la dette sociale de 0,5 % (article 1600-O G du CGI).

b) *Plus-values*

En l'état actuel de la législation, les plus-values (calculées en incluant le coupon couru) réalisées lors de la cession des titres par les personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont imposables dès le premier euro, lorsque le montant annuel global des cessions des valeurs mobilières dépasse, par foyer fiscal, le seuil de 20 000 euros par an (article 150-0-A et suivants du CGI).

Les plus-values sont imposables au taux de 16 % (article 200-A 2 du C.G.I.) auquel s'ajoutent la contribution sociale généralisée de 8,2 % (article 1600-O C et O E du C.G.I.), le prélèvement social de 2 % (article 1600-O F bis du CGI), et la contribution additionnelle au prélèvement social de 2% (article L14-10-4, 2 du Code de l'Action sociale et des familles), fixée à 0,3 %, la contribution pour le remboursement de la dette sociale de 0,5 % (article 1600-O G du CGI) soit au total au taux de 27 %.

2. - *Personnes morales (régime de droit commun)*

a) *Revenus*

Les revenus courus de ces titres (intérêts et primes de remboursement) détenus par les personnes morales fiscalement domiciliées en France sont pris en compte pour la détermination de leur résultat imposable.

b) *Plus-values*

En l'état actuel de la législation, les plus-values (calculées hors coupon couru) réalisées lors de la cession des titres par les personnes morales fiscalement domiciliées en France sont prises en compte pour la détermination de leur résultat imposable au taux de droit commun.

2.3. ADMISSION SUR EUROLIST, NEGOCIATION

2.3.1. Cotation

Les titres subordonnés feront l'objet d'une demande d'admission sur « Eurolist d' Euronext Paris ». Leur date de cotation prévue est le 17 décembre 2007 sous le numéro de code valeur FR 0010549881.
Par ailleurs, un contrat d'animation a été signé avec CALYON sur ces titres.

2.3.2. Restriction à la libre négociabilité des titres

Il n'existe aucune restriction imposée par les conditions de l'émission à la libre négociabilité des titres subordonnés.

2.3.3. Bourse de Cotation

Les titres subordonnés émis sur le marché français par l'Emetteur sont cotés à la Bourse de Paris. Leur cotation est publiée sur Eurolist.

2.3.4. Cotation de titres de même catégorie sur d'autres marchés : sans objet.

2.4. RENSEIGNEMENTS GENERAUX

2.4.1. Service financier

Le service financier de l'emprunt (paiement des intérêts échus, remboursement des titres amortis.....), centralisé par CACEIS Corporate Trust. mandaté par l'émetteur sera assuré par les intermédiaires teneurs de comptes titres..

Le service des titres subordonnés (transfert, conversion) est assuré par CACEIS Corporate Trust. mandaté par l'Emetteur.

2.4.2. Tribunaux compétents en cas de contestation

Les tribunaux compétents en cas de litige sont ceux du siège social lorsque la société est défenderesse et sont désignés en fonction de la nature des litiges, sauf disposition contraire du nouveau Code de Procédure Civile.

2.4.3. Droit applicable

Les Titres subordonnés sont émis dans le cadre de la législation française

2.4.4. But de l'émission

Le produit de cette émission a pour but d'alimenter les Caisses Régionales de Crédit Agricole en fonds propres complémentaires et sera utilisé par RADIANT à la souscription de titres de même nature émis par ces Caisses régionales.

Les titres étant émis par des entités ayant statut d'établissement de crédit, ces émissions pourront également être intégrées dans les fonds propres surcomplémentaires au sens de la réglementation bancaire (point III de l'article 5 ter du règlement 90-02 relatif aux fonds propres) si les établissements concernés respectent l'engagement suivant :

- ni le principal, ni les intérêts de ces émissions subordonnées ne peuvent être remboursés ou payés si ce remboursement ou paiement implique que les fonds propres de l'établissement cessent alors de respecter l'exigence globale définie à l'article 2-1 de l'arrêté du 20 février 2007 relatif aux exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement.

L'émission de titres réalisée par RADIANT est couverte en tout état de cause par la garantie de Crédit Agricole S.A. selon les termes du point 2.2.11.

2.4.5. Informations de base

Il n'existe pas d'intérêt, y compris des intérêts conflictuels, pouvant influencer sensiblement sur l'émission ou l'offre des Titres Subordonnés Remboursables.

PREMIERE PARTIE : L'EMETTEUR

CHAPITRE III

RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT L'EMETTEUR ET SON CAPITAL

3.1. RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT L'EMETTEUR

3.1.0. Dénomination sociale : RADIAN

Siège social : 90, Boulevard Pasteur - 75015 Paris – Tél : 01 43 23 45 78

3.1.1. Forme : Société anonyme de nationalité française.

3.1.2. Législation : Elle est régie par le nouveau code de commerce sur les sociétés commerciales.

3.1.3. Date de constitution : 20 septembre 1989

Durée : 99 ans

3.1.4. Objet social (article 3 des statuts)

La société a pour objet de faciliter le financement à moyen et long terme de toutes opérations de quelque nature que ce soit, initiées par des sociétés ou des entreprises. A cet effet :

- elle procède à l'étude et à l'émission de bons ou emprunts subordonnés ou non de nature obligataire dont le produit, préalablement affecté ou non, est employé à la souscription ou l'acquisition de titres émis par les Caisses Régionales de Crédit Agricole,
- elle réalise toutes opérations financières, commerciales.

3.1.5. Registre du commerce et des sociétés : 352 020 150 R.C.S. Paris

Code APE : N° 671-E

3.1.6. Lieu où peuvent être consultés les documents et renseignements relatifs à la société

91-93, boulevard Pasteur - 75015 Paris

3.1.7. Exercice social

Du 1er janvier au 31 décembre de chaque année.

3.1.8. Répartition statutaire des bénéfices (article 26 des statuts)

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5% au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire. Sur ce bénéfice, l'assemblée générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions qu'ils possèdent.

En outre, l'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

La perte, s'il en existe, est inscrite, soit à un compte spécial pour être imputée sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction, soit sur un compte de réserves s'il en existe.

3.2. RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT LE CAPITAL

3.2.1. Capital social

L'assemblée générale mixte des actionnaires du 18 juin 1999 a décidé d'exprimer la valeur nominale de l'action RADIANT et le montant du capital social de la société RADIANT en euros. Ainsi, à compter du 18 juin 1999, la valeur nominale de l'action RADIANT a été fixée à 15 euros, et le montant du capital social à 750 000 euros, divisé en 50 000 actions entièrement libérées. Il n'existe actuellement aucun autre titre donnant accès au capital.

3.2.2. Capital autorisé non émis : sans objet

3.2.3. Titres non représentatifs du capital : aucun

3.2.4. Titres donnant accès au capital : sans objet

3.3. REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

3.3.1. Evolution du capital : le 25 juin 2002, SEGESPAR qui détenait 99,99% du capital a cédé ses actions à l'ensemble des Caisses Régionales de Crédit Agricole.

3.3.2. Modifications intervenues dans la répartition du capital au cours des trois dernières années cf ci-dessus.

Présentation de la société RADIANT à l'intérieur du Groupe Crédit Agricole

La cession d'actions détenues par la société SEGESPAR a été réalisée le 25 juin 2002 au profit de l'ensemble des Caisses Régionales de Crédit Agricole.

Toutes les Caisses Régionales, au nombre de 39 au 30 juin 2007, sont représentées au sein du capital. 8 Caisses Régionales détiennent chacune plus de 5 % du capital social : CRCAM du Languedoc (3655 actions, soit 7,31 %), CRCAM Nord Midi Pyrénées (3 481 actions, soit 6,96 %), CRCAM de Champagne-Bourgogne (3 434 actions, soit 6,87 %), CRCAM Brie Picardie (3 118 actions, 6,24 %), CRCAM de Charente-Périgord (3 005 actions, soit 6,01 %), CRCAM de sud Rhône Alpes (2 838 actions, soit 5,68 %), CRCAM des Savoie (2 694 actions, soit 5,39 %), et CRCAM Pyrénées-Gascogne (2 537actions, soit 5,07 %).

Au sein du Conseil d'Administration, présidé par un Directeur Général de Caisse Régionale, sont présentes 3 Caisses Régionales qui figurent parmi celles participant régulièrement aux émissions de titres effectuées par la SA RADIANT.

3.4. MARCHE DES TITRES DE L'EMETTEUR

Se référer à 4.1.1.

Le Conseil d'Administration de la société RADIANT, dans sa séance du 16 avril 1999, a décidé le principe de la conversion, en unité d'un euro, des titres de créances émis avant le 31 décembre 1998 par RADIANT.

Avec l'accord du Conseil des Marchés Financiers, cette conversion a été effectuée le 10 juillet 1999, avec effet le 12 juillet 1999, et a porté sur 13 lignes de Titres Subordonnés Remboursables pour un encours de 10 274 336 000 F. converti en 1 566 312 317 titres d'un euro.

CHAPITRE IV

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIVITE DE L'EMETTEUR

4.1. PRESENTATION DE LA SOCIETE

4.1.0. Historique de la Société

Créée le 20 novembre 1989, sous le nom de VALINTER IV, la Société n'a exercé aucune activité jusqu'au mois de Novembre 1990.

L'Assemblée Générale Mixte du 2 novembre 1990 a simultanément changé la dénomination sociale de la Société en "RADIAN", l'a dotée d'un capital de F. 5 000 000 et en a modifié l'objet social.

4.1.1. Description de la Société

Bénéficiant de la garantie de Crédit Agricole S.A., la Société a maintenant pour vocation essentielle de procéder à des émissions publiques et privées de titres subordonnés pour le compte du Groupe Crédit Agricole.

Les fonds recueillis à l'occasion de ces émissions servent à la souscription de titres ayant les mêmes caractéristiques et émis par d'autres sociétés du Groupe.

De ce fait RADIAN a réalisé :

- 1/ En décembre 1990, une émission de 875 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables à conditions refixables d'une durée de 22 ans à un taux de 10,45 % pour le compte de 26 Caisses Régionales. Le 17 décembre 1998, les conditions de rémunération ont été refixées. Le 17 décembre 2005, les conditions de rémunération ont été refixées pour une dernière période de 7 ans à 3,43%
- 2/ En avril 1991, une émission de Titres Subordonnés Remboursables à conditions refixables de 688 millions de francs à un taux de 9,60 % assimilable à la première tranche à partir de la date de refixation soit le 17 décembre 1998, d'une durée de 21 ans et 246 jours pour le compte de 19 Caisses Régionales. Le 17 décembre 1998, après assimilation, les conditions de rémunération ont été refixées. Le 17 décembre 2005, les conditions de rémunération ont été refixées pour une dernière période de 7 ans à 3,43%
- 3/ En septembre 1991, une émission de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 12 ans en échange des Titres Participatifs émis par 85 Caisses régionales et la CNCA en octobre 1985.

Le nombre de Titres Participatifs émis par les Caisses régionales et la CNCA restant en circulation au moment de l'échange s'élevait à 2 500 000.

L'opération a fait l'objet d'une publication au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 30 septembre 1991.

RADIAN, dûment mandaté par chaque co-émetteur de Titres Participatifs, a offert un Titre Subordonné Remboursable à un taux de 9,35 % sur 12 ans et une soulte de 110 F en espèces contre un Titre Participatif de 1.000 F.

Le nombre de Titres Participatifs apportés à l'échange a atteint 1.421.103 soit 56,84 % des titres en circulation. Les Titres Participatifs ainsi acquis par RADIAN ont été apportés intégralement aux Caisses régionales émettrices en échange de Titres Subordonnés Remboursables émis individuellement par chaque Caisse régionale selon le principe retenu pour les émissions classiques de RADIAN.

- 4/ En novembre 1991, une nouvelle émission de Titres Subordonnés Remboursables avec le choix pour les Caisses régionales d'opter pour une durée longue (21 ans) à conditions refixables ou pour la nouvelle souche à 11 ans et 316 jours créée à l'occasion de l'échange contre les Titres Participatifs en septembre 1991.

Le volume émis a atteint 721 millions de francs répartis en :

- 557 millions de francs à 11 ans 316 jours au taux de 9,35 % pour le compte de 20 Caisses régionales,
- 164 millions de francs à 21 ans au taux de 9,60 % pour le compte de 6 Caisses Régionales. Chacune de ces 2 lignes est assimilable à une ligne préexistante.

Chacune de ces 2 lignes est assimilable à une ligne préexistante.

La seconde ligne assimilable aux deux premières émissions refixables a fait l'objet d'une première refixation le 17 décembre 1998 pour 7 ans à 4,13 % et d'une deuxième refixation le 17 décembre 2005 pour une dernière période de 7 ans à 3,43 %.

- 5/ En juin 1992, une émission de 500 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 11 ans et 121 jours à un taux de 9,35 %, assimilable à la souche créée lors de l'échange de septembre 1991, pour le compte de 14 Caisses régionales.
- 6/ En décembre 1992, une émission de 795 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 12 ans à un taux de 8,65 % pour le compte de 21 Caisses régionales.
- 7/ En juin 1993, une émission de 527 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 12 ans à un taux de 7,50 % pour le compte de 15 Caisses régionales.
- 8/ En décembre 1993, une émission de 280 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 11 ans et 14 jours à un taux de 6,25 % pour le compte de 6 Caisses régionales.
- 9/ En juin 1994, une émission de 495 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 11 ans et 7 jours à un taux de 7,35 % pour le compte de 8 Caisses régionales.
- 10/ En septembre 1994, une émission de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans en échange des Titres Subordonnés Remboursables émis par 52 Caisses régionales en juin 1988.

Le nombre de Titres Subordonnés Remboursables émis par les Caisses régionales restant en circulation au moment de l'échange s'élevait à 344.800.

L'opération a fait l'objet d'une publication au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 23 septembre 1994.

RADIAN, dûment mandaté par chaque co-émetteur de Titres Subordonnés Remboursables de Caisses régionales, a offert un Titre Subordonné Remboursable à un taux de 8,25 % sur 10 ans et une soulte de F. 303 en espèces contre un Titre Subordonné Remboursable de Caisses régionales de F. 5 000.

Le nombre de Titres Subordonnés Remboursables de Caisses régionales apportés à l'échange a atteint 94.633, soit 27,45 % des titres en circulation.

Les Titres Subordonnés Remboursables de Caisses régionales ainsi acquis par RADIAN ont été apportés aux Caisses régionales émettrices en échange de Titres Subordonnés Remboursables émis individuellement par chaque Caisse régionale selon le principe retenu pour les émissions classiques RADIAN.

- 11/ En décembre 1994, une émission de 70 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 9 ans et 308 jours à un taux de 8,25 %, assimilable à la souche créée lors de l'échange de septembre 1994, pour le compte d'une Caisse régionale.
- 12/ En juin 1995, une émission de 100 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 8 ans 360 jours à un taux de 7,35 %, assimilable à la ligne 7,35 % émise en juin 1994, pour le compte d'une Caisse régionale.
- 13/ En septembre 1996, une émission de 620 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans à un taux de 6,50 %, pour le compte de 11 Caisses régionales.

- 14/ En octobre 1996, une émission de 1 345 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans à un taux de 6,00 %, pour le compte d'une filiale.
- 15/ En décembre 1996, une émission de 80 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 9 ans et 328 jours à un taux de 6,00 %, assimilable à la ligne 6,00 % émise en octobre 1996, pour le compte d'une Caisse régionale et d'une filiale.
- 16/ En juin 1997, une émission de 110 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 9 ans et 143 jours à un taux de 6,00 %, assimilable à la ligne 6,00 % émise en octobre 1996, pour le compte de deux Caisses régionales.
- 17/ En décembre 1997, une émission de 437 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans à un taux de 5,60 % pour le compte de cinq Caisses Régionales et d'une filiale.
- 18/ En décembre 1998, une émission de 1 075 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans à un taux de 4,50 %, pour le compte de onze Caisses régionales et de deux filiales.
- 19/ En avril 1999, une émission de 92 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans à un taux de 4,10% pour le compte d'une filiale.
- 20/ En juin 1999, une émission de 129,35 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 4,50% pour le compte de dix-huit Caisses régionales.
- 21/ En novembre 1999, une émission de 140,8 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 5,25 % pour le compte de dix-sept Caisses régionales.
- 22/ En juin 2000, une émission de 173,5 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 5,55 % pour le compte de dix-neuf Caisses régionales.
- 23/ En décembre 2000, une émission de 144,5 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 5,65 % pour le compte de dix Caisses régionales et une filiale.
- 24/ En mai 2001, une émission de 85 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 5,40 % pour le compte d'une filiale.
- 25/ En juin 2001, une émission de 71,5 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 5,65 % pour le compte de 12 Caisses Régionales.
- 26/ En novembre 2003, une émission de 113 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 4,50 % pour le compte de 11 Caisses Régionales.
- 27/ En novembre 2004, une émission de 77,2 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 4,10 % pour le compte de 5 Caisses Régionales.
- 28/ En juin 2005, une émission privée pré-placée de 200 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 15 ans ayant la première année un coupon fixe de 3,60 % puis les années suivantes des coupons indexés sur l'indice IPC des Prix à la Consommation français (hors Tabac)
- 29/ En novembre 2005, une émission de 110 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 12 ans au taux de 3,60 % pour le compte de 8 Caisses Régionales.
- 30/ En novembre 2006, une admission de 115 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 4,306 % pour le compte de 5 Caisses Régionales.
- 31/ En novembre 2006, une émission publique de 108 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 12 ans au taux de 4,05 % pour le compte de 7 Caisses Régionales.
- 32/ En décembre 2006, une admission de 395 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 4,346% pour le compte de 11 Caisses Régionales.

- 33/ En juillet 2007, une émission de 105 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 4,80% pour le compte de 6 Caisses Régionales.

Depuis sa création et jusqu'au 31 décembre 1998, 6 emprunts émis par RADIAN SA restent en vie et leur encours au 30 septembre 2007 est de 4 674,8 millions de francs (équivalent en euros à 712,7 millions) et à compter du 1^{er} janvier 1999, la société a émis 15 lignes d'emprunts dont l'encours au 30 septembre 2007 est de 2052,15 millions d'euros sous forme de Titres Subordonnés Remboursables répartis comme suit :

Date	Durée à l'émission : 22 ans	Durée à l'émission : ≤ 12 ans	Encours hors prime d'émission au 30 juin 2007
Décembre 1990	875 millions de francs		133 392 882 euros
Avril 1991	688 millions de francs		104 884 922 euros
Décembre 1991	164 millions de francs		25 001 637 euros
Décembre 1997		437 millions de francs	66 620 217 euros
Juin 1998		1 475 millions de francs	224 862 292 euros
Décembre 1998		1 035,8 millions de francs	157 909 217 euros
Sous total	1 727 millions de francs	<u>2 947,8 millions de francs</u>	712 671 167 euros
Avril 1999		92,000 millions d'euros	92 000 000 euros
Juin 1999		126,650 millions d'euros	126 650 000 euros
Novembre 1999		140,800 millions d'euros	140 800 000 euros
Juin 2000		168,500 millions d'euros	168 500 000 euros
Décembre 2000		144,500 millions d'euros	144 500 000 euros
Mai 2001		85,000 millions d'euros	85 000 000 euros
Juin 2001		71,500 millions d'euros	71 500 000 euros
Novembre 2003		113,000 millions d'euros	113 000 000 euros
Novembre 2004		77,200 millions d'euros	77 200 000 euros
Juin 2005		200,000 millions d'euros	200 000 000 euros
Novembre 2005		110,000 millions d'euros	110 000 000 euros
Novembre 2006		115,000 millions d'euros	115 000 000 euros
Novembre 2006		108,000 millions d'euros	108 000 000 euros
Décembre 2006		395,000 millions d'euros	395 000 000 euros
Juillet 2007		105,000 millions d'euros	105 000 000 euros
Sous total		2 052,150 millions d'euros	2 052 150 000 euros
Total en euros			2 764 821 167 euros

Tous les emprunts énumérés ci-dessus sont cotés à EURONEXT PARIS SA.. Leur cotation est publiée sur l' Eurolist.

4.1.2/ 4.1.3. Données chiffrées sur les volumes de production et ventilation du montant net du chiffre d'affaires au cours des trois derniers exercices : sans objet

4.1.4/ 4.1.5. Faits exceptionnels et litiges

Il n'existe actuellement aucun fait exceptionnel ni aucune affaire contentieuse qui soit susceptible d'affecter de façon significative l'activité, les résultats et la situation financière de la Société RADIAN.

4.2. SITUATION DE DEPENDANCE

La Société RADIAN n'est dépendante à l'égard d'aucun brevet ou licence et d'aucun contrat d'approvisionnement industriel, commercial ou financier. Toutes les opérations présentes et à venir bénéficient et bénéficieront systématiquement de la garantie de Crédit Agricole S.A..

4.3. EVOLUTION DES EFFECTIFS

La Société RADIANT n'a pas d'effectif.

4.4. POLITIQUE D'INVESTISSEMENTS

Aucun investissement n'est réalisé par la société RADIANT. En 2007, la société RADIANT reste l'instrument privilégié de levées de fonds propres complémentaires pour les Caisses Régionales.

4.5. FILIALES DE L'EMETTEUR

Sans objet

4.6. SITUATION DE L'EMETTEUR

Sans objet

4.7. RISQUES DE L'EMETTEUR

4.7.1 Facteurs de risques propres à l'émetteur ou à son secteur d'activité

Selon les principes du montage des émissions, celles-ci ne doivent pas générer de risques, du fait de l'adossé entre émissions réalisées par la société RADIANT et les émissions réalisées par les Caisses régionales.

Risques juridiques

Il n'existe aucun fait exceptionnel ou litige susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière, l'activité ou les résultats de la société RADIANT.

4.7.2 Dispositif de contrôle interne général

- Le conseil d'administration est informé de l'organisation et du dispositif du contrôle interne. Il est impliqué dans la compréhension des principaux équilibres financiers de l'entreprise. Il lui est périodiquement présenté que l'adossé en taux et en marge de la société est assuré. Il approuve l'organisation générale de l'entreprise ainsi que celle de son dispositif de contrôle interne
- L'organe exécutif est directement impliqué dans l'organisation et le fonctionnement du dispositif de contrôle interne. Il s'assure que les stratégies et limites de risques sont compatibles avec la situation financière (niveaux des fonds propres, résultats) et les stratégies arrêtées par l'organe délibérant ;

4.7.3 La qualité de crédit de l' Emetteur

Les titres subordonnés constituent des engagements directs, généraux, inconditionnels et non assortis de sûreté de l'Emetteur. Le principal des Titres subordonnés Remboursables constitue une dette subordonnée de l'Emetteur. Les intérêts sur les Titres Subordonnés Remboursables constituent une dette chirographaire de l'Emetteur.

En achetant les Titres Subordonnés Remboursables, l'investisseur potentiel se repose sur la qualité de crédit de l'Emetteur et de nulle autre personne.

4.7.3 Procédures judiciaires et d'arbitrage

Pour la période couvrant les douze derniers mois, la société RADIANT n'a eu connaissance d'aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage qui pourrait avoir ou a eu récemment des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la société.

4.8 Solvabilité : sans objet

4.9 Contrats importants : sans objet

CHAPITRE V

PATRIMOINE, SITUATION FINANCIERE, RESULTATS

I) COMPTES 1^{er} semestre 2007

BILAN AU 30 JUIN 2007

(en euros)

ACTIF

	MONTANT BRUT	AMORTIS SEMENTS	NET 30/06/2007	NET 30/06/2006	NET 31/12/2006	ANNEXES
Autres participations Autres titres immobilisés	2 663 998 835		2 663 998 835	2 375 577 650	2 664 536 749	Annexe 1 (a)
Autres immobilisation s financières	44 711 761		44 711 761	43 119 591	30 324 261	
ACTIF IMMOBILISE	2 708 710 596		2 708 710 596	2 418 697 241	2 694 861 010	
Autres créances Valeurs mobilières de placement	44 076 2 041 695		44 076 2 041 695	46 039	3 927	
Disponibilités	420 189		420 189	2 385 325	2 607 814	
ACTIF CIRCULANT	2 505 960		2 505 960	2 431 365	2 611 742	
Primes de remboursement des obligations	620 171		620 171	901 130	757 520	Annexe 1 (b)
TOTAL GENERAL	2 711 836 727		2 711 836 727	2 422 029 737	2 698 230 272	

PASSIF

	NET 30/06/2007	NET 30/06/2006	NET 31/12/06	ANNEXES
Capital social ou individuel dont versé	750 000	750 000	750 000	Annexe 1 (d)
Réserve légale	76 224	76 224	76 224	
Réserves réglementées	12 245	12 245	12 245	
Autres réserves	853 251	853 251	853 251	
Report à nouveau	418 235	142 958	142 958	
RESULTAT DE L'EXERCICE	39 376	78 627	325 278	
CAPITAUX PROPRES	2 149 332	1 913 306	2 159 957	Annexe 1 (e)
Provisions pour charges	392 290	392 290	392 290	
PROVISIONS	392 290	392 290	392 290	Annexe 1(c)
DETTES FINANCIERES				
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit				Annexe 1 (b)
Emprunts et dettes financières divers	2 707 457 808	2 417 943 778	2 694 597 916	
DETTES D'EXPLOITATION				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 737 321	1685 402	889 355	Annexe 1 (b)
Dettes fiscales et sociales	99 975	94 959	190 752	
DETTES	2 709 295 105	2 419 724 140	2 695 678 024	
TOTAL GENERAL	2 711 836 727	2 422 029 737	2 698 230 272	

COMPTE DE RESULTAT AU 30 JUIN 2007
(en euros)

	NET 30/06/2007	NET 30/06/2006	NET 31/12/06	ANNEXES
Production vendue de services				
Chiffre d'affaires net				
Autres produits				
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Autres achats et charges externes	2 132 756	1 946 350	5 919 191	
Impôts, taxes et versements assimilés	99 975	94 959	190 806	
Autres charges	33 586	29 495	60 839	
CHARGES D'EXPLOITATION	2 266 317	2 070 805	6 170 836	
RESULTAT D'EXPLOITATION	-2 266 317	-2 070 805	-6 170 836	
Perte supportée ou Bénéfice transféré				
Produits financiers de participation				
Produits autres valeurs mobilières, créances immo.	61 967 379	58 655 467	116 536 849	Annexe 1 (f)
Autres intérêts et produits assimilés	832 549	1 097 207	4 165 011	
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Produits nets cession valeurs mobilières placement		24 227	24 227	
PRODUITS FINANCIERS	62 799 928	59 776 902	120 726 087	
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	812 614	906 997	1 767 974	
Intérêts et charges assimilées	59 648 871	56 716 205	112 369 580	
CHARGES FINANCIERES	60 461 485	57 623 203	114 137 554	
RESULTAT FINANCIER	2 338 443	2 153 698	6 588 533	
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	72 126	82 893	417 697	
Produits exceptionnels sur opérations en capital		12 899 231	12 899 231	
Reprises sur provisions et transferts de charges				
PRODUITS EXCEPTIONNELS		12 899 231	12 899 231	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		12 895 927	12 895 928	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions				
CHARGES EXCEPTIONNELLES		12 895 928	12 895 928	
RESULTAT EXCEPTIONNEL		3 304	3 304	
Impôts sur les bénéfices	32 750	7 570	95 723	
TOTAL DES PRODUITS	62 799 929	72 676 133	133 625 319	
TOTAL DES CHARGES	62 760 553	72 597 506	133 300 041	
BENEFICE OU PERTE	39 376	78 627	325 278	

ANNEXE 1

ETATS FINANCIERS AU 30 JUIN 2007

I. FAITS CARACTERISTIQUES

Sur le 1^{er} semestre 2007, RADIANT n'a pas réalisé d'émission de Titres Subordonnés Remboursables (TSR) et n'a pas connu de remboursement de ligne de TSR venant à échéance.

RADIANT a procédé le 15 juin 2007 au lancement de la souscription d'une émission de Titres Subordonnés Remboursables à un taux fixe de 4,8 %. Cette émission de 105 M€ a été réglée et comptabilisée le 6 juillet 2007.

II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

La situation au 30 juin 2007 a été établie selon les mêmes règles que l'arrêté annuel au 31 décembre 2006. Les règles et principes comptables édictés par le nouveau plan comptable général (règlement CRC 99-03 du 29 avril 1999) s'appliquent.

Les choix, parmi les méthodes légales, sont les suivantes :

- Les titres de participation sont comptabilisés à leur prix d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.
- Lorsque des émissions et des souscriptions comportent une prime d'émission :
 - Les titres souscrits par RADIANT auprès des caisses régionales sont enregistrés à leur coût d'acquisition, primes d'émission incluses ou net de primes d'émission selon que le titre est émis au-dessus ou en dessous du pair.
 - Les titres émis par RADIANT auprès du public sont comptabilisés pour la valeur totale de remboursement. Les primes d'émission sont inscrites au passif pour les émissions au-dessus du pair et à l'actif dans le cas d'émissions en dessous du pair.
 - Les primes d'émission sont inscrites au compte de résultat de façon linéaire sur la durée des souscriptions et des emprunts.
- Les sorties des titres de participation, des autres titres immobilisés et des valeurs mobilières de placement, sont valorisées d'après la méthode PEPS.
- La comptabilisation d'une provision pour impôt dans les comptes sociaux de RADIANT traduit la charge future d'impôt sur les sociétés dont il conviendra d'effectuer le calcul sur la base des coupons courus au 31 décembre 1992, des titres subordonnés souscrits auprès des Caisses Régionales dont l'imposition est reportée à la date de cession ou de remboursement des titres.

a) IMMOBILISATIONS (en euros)

Les mouvements comptables concernant les immobilisations financières jusqu'au 30 juin 2007 sont les suivants :

IMMOBILISATIONS FINANCIERES	Début exercice	Acquisitions/Emissions
Autres participations		
Autres titres immobilisés (1)	2 664 536 749	
Autres immobilisations financières (intérêts courus non échus des titres subordonnés)	30 324 261	
TOTAL GENERAL	2 694 861 010	

IMMOBILISATIONS FINANCIERES	Amortissement / Rachat	Amortissement Prime 2006	Fin exercice
Autres participations Autres titres immobilisés (1) Autres immobilisations financières (intérêts courus non échus des titres subordonnés)		537 915	2 663 998 835 44 711 761
TOTAL GENERAL		537 915	2 708 710 596

(1) Détail des titres immobilisés

DETAIL DES TITRES IMMOBILISES			Nominal	Prime d'émission	Amortissements prime d'émission	Total
DECEMBRE	1 990	3,89%	133 392 882			133 392 882
AVRIL	1 991	3,89%	104 884 922	40 377	3 357	104 921 942
DECEMBRE	1 991	3,89%	25 001 637	81 597	6 784	25 076 450
SEPTEMBRE	1 996	6,65%				
NOVEMBRE	1 996	6,15%				
DECEMBRE	1 996	6,15%				
JUIN	1 997	6,15%				
DECEMBRE	1 997	5,75%	66 620 217	20 917	10 665	66 630 469
JUIN	1 998	5,40%	224 862 292	663 448	219 934	225 305 806
DECEMBRE	1 998	4,65%	157 909 217	753 724	188 953	158 473 988
MAI	1 999	4,25%	92 000 000	-127 228	-26 439	91 899 211
JUIN	1 999	4,65%	126 650 000	-126 338	-25 101	126 548 763
NOVEMBRE	1 999	5,40%	140 800 000	-503 955	-85 810	140 381 855
JUIN	2 000	5,70%	168 500 000	281 928	40 086	168 741 843
DECEMBRE	2 000	5,80%	144 500 000	84 542	10 671	144 573 871
MAI	2 001	5,40%	85 000 000	2 247	253	85 001 994
JUIN	2 001	5,50%	71 500 000	32 890	3 650	71 529 240
NOVEMBRE	2 003	4,63%	113 000 000	643 397	46 359	113 597 037
NOVEMBRE	2 004	4,23%	77 200 000	810 915	51 017	77 959 898
JUIN	2 005	3,60%	200 000 000			200 000 000
NOVEMBRE	2 005	3,73%	90 000 000	1 559 046	71 062	91 487 984
NOVEMBRE	2 005	3,73%	10 000 000	200 785	9 152	10 191 633
JANVIER	2 006	3,73%	10 000 000	237 487	10 825	10 226 662
NOVEMBRE	2 006	4,451%	115 000 000			115 000 000
NOVEMBRE	2 006	4,195%	108 000 000	59 804	2 498	108 057 306
DECEMBRE	2 006	4,491%	395 000 000			395 000 000
TOTAL GENERAL			2 659 821 167	4 715 583	537 915	2 663 998 835

b) CREANCES ET DETTES (en euros)

Les créances et dettes constatées au 30 juin 2007 se présentent comme suit :

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières (1)	44 711 761	44 711 761	
Autres créances	44 076	44 076	
TOTAL GENERAL	44 755 837	44 755 837	

ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	+ 1 an, 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes d'établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières divers (2)	2 707 407 808	334 800 015	987 770 936	1 384 836 857
Charges à payer dividende	50 000	50 000		
Fournisseurs et comptes rattachés	1 737 321	1 737 321		
Etat : autres impôts, taxes assimilées	99 975	99 975		
Groupe et associés				
TOTAL GENERAL	2 709 295 104	336 687 311	987 770 936	1 384 836 857

(1) Intérêts courus non échus des souscriptions de titres subordonnés présentés en immobilisations financières.

(2) Emissions de titres subordonnés :

- Nominal : 2 659 821 167
- Primes d'émission au-dessus du pair : 4 722 901
(taux d'émission supérieur à 100 %) (*)
- Intérêts courus non échus : 42 863 740

(*) Les primes d'émission nettes au-dessous du pair (620 171,06) sont présentées à l'actif

	Début exercice	Augmentations	Dotations Amt	Fin exercice
Primes d'émission des TSR émis en dessous du Pair	757 521		137 350	620 171

c) PROVISIONS (en euros)

Les provisions pour la situation au 30 juin 2007 sont les suivantes :

RUBRIQUES	Début exercice	Dotations	Reprises	Fin exercice
Provisions pour impôts (1)	392 290			392 290
TOTAL GENERAL	392 290			392 290

(1) Cette provision pour impôts différés d'un montant de 392 290 euros correspond à la charge future d'impôt sur les sociétés calculée sur la base des coupons courus 1992 des TSR souscrits auprès des caisses régionales, dont l'imposition est reportée à la date de cession ou de remboursement des titres.

d) COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL (en Euros)

Le capital social est fixé à 750 000 euros et divisé en 50 000 actions de 15 Euros chacune (AGE du 18 juin 1999)

Principal actionnaire : Les Caisses Régionales.

e) VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (en euros)

	Capital	Réserves	Report à nouveau	Résultat de l'exercice	CAPITAUX PROPRES
31/12/2005 avant affectation	750 000	941 721	150 342	42 616	1 884 679
Affectation du résultat (1)			-7 384	-42 616	-50 000
Autres variations					
Résultat 30/06/2006				78 627	78 627
30/06/2006 avant affectation	750 000	941 721	142 958	78 627	1 913 306
Autres variations					
Résultat 2ème semestre 2006				246 651	246 651
31/12/2006 avant affectation	750 000	941 721	142 958	325 278	2 159 957
Affectation du résultat (2)			275 278	-325 278	-50 000
Autres variations					
Résultat 30/06/2007				39 376	39 376
30/06/2007 avant affectation	750 000	941 721	418 235	39 376	2 149 332

(1) Distribution de dividendes d'un montant de 50 000 euros en 2006

(2) Distribution de dividendes d'un montant de 50 000 euros en 2007

f) ELEMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DE BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT (En K€)

RUBRIQUES	Entreprises liées
ACTIF IMMOBILISE	
Autres titres immobilisés	2 663 999
Autres immobilisations financières	44 712
DETTES	
Emprunts et dettes/Etablissements de crédit	
Dettes fournisseurs, comptes rattachés	1 694
Autres dettes	
CHARGES	
Autres achats et charges externes	
- Commissions sur emprunts	2 091
- Autres charges diverses d'exploitation	3
Autres charges	
PRODUITS	
Commissions sur prêts	
Autres produits financiers	61 967

g) ENGAGEMENTS HORS BILAN (en euros)

RUBRIQUES	Montant hors bilan	
	30/06/2007	31/12/2006
Autres engagements reçus :		
Sur les émissions d'emprunts RADIAN : (1)		
- capital	2 659 821 167	2 659 821 167
- intérêts courus non échus	42 863 740	29 381 639
- intérêts non courus, non échus	646 350 771	705 999 982
TOTAL	3 349 035 678	3 395 202 788

(1) Crédit Agricole SA garantit le remboursement du nominal et des intérêts des émissions des emprunts RADIAN.

h) IDENTITE DES SOCIETES MERES CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIETE

DENOMINATION SOCIALE ET SIEGE SOCIAL	Forme	Montant capital	% détenu
Crédit Agricole S.A. 91/93, Boulevard Pasteur - 75015 PARIS	SA	4 941 163 593	

Les comptes de la société sont inclus, suivant la méthode de l'intégration globale, dans les comptes consolidés du Groupe Crédit Agricole.

II) RAPPORT D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

RADIAN S.A

Rapport du commissaire aux comptes
sur l'information financière semestrielle 2007

Période du 1^{er} janvier 2007 au 30 juin 2007

Rapport du commissaire aux comptes sur l'information financière semestrielle 2007

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2007

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes et en application de l'article L.232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels de la société Radian, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2007, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- La vérification des informations données dans le rapport semestriel

Ces comptes semestriels ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en France. Un examen limité de comptes intermédiaires consiste à obtenir les informations estimées nécessaires, principalement auprès des personnes responsables des aspects comptables et financiers, et à mettre en œuvre des procédures analytiques ainsi que toute autre procédure appropriée. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit effectué selon les normes professionnelles applicables en France. Il ne permet donc pas d'obtenir l'assurance d'avoir identifié tous les points significatifs qui auraient pu l'être dans le cadre d'un audit et, de ce fait, nous n'exprimons pas une opinion d'audit..

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français, la régularité et la sincérité des comptes semestriels et l'image fidèle qu'ils donnent du résultat des opérations du semestre ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de ce semestre.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels.

Neuilly-sur-Seine, le 26 septembre 2007

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG et Autres

Valérie Meeus

III) TABLEAU DE FINANCEMENT au 30 juin 2007

Tableau des flux de trésorerie de Radian (en K€)			
	juin-07	juin-06	2006
Flux de trésorerie liés à l'activité			
Résultat net	39	79	325
Variation du besoin en fonds de roulement	757	588	-113
Flux nets de trésorerie générés par l'activité (1)	797	667	213
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement			
Acquisition d'immobilisations financières	-15 931	-20 213	-624 863
Cessions d'immobilisations financières	0	12 273	340 801
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (2)	-15 931	-7 940	-284 061
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement			
Dividendes versés aux actionnaires	0	-50	-50
Emissions d'emprunts	12 947	9 450	614 775
Remboursement d'emprunts	0	-12 273	-340 801
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (3)	12 947	-2 874	273 924
Variation de trésorerie (1 + 2 + 3)	-2 188	-10 147	-9 924
Trésorerie d'ouverture	2 608	12 532	12 532
Trésorerie de clôture	420	2 385	2 608
Variation de trésorerie	-2 188	-10 147	-9 924

CHAPITRE VI

ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

6.1. Composition et fonctionnement des organes d'administration, de direction

6.1.0. Composition des organes d'administration, de direction

Président :

Monsieur Jean PHILIPPE : Directeur Général de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Pyrénées Gascogne
Date de la première nomination et échéance du mandat : 20 septembre 2006 – 2009

Administrateurs :

Caisse Régionale de Crédit Agricole Nord de France représentée par Monsieur Jacques DURAND, Directeur Général Adjoint
Date de la première nomination et échéance du mandat : 30 juin 2003 – 2009

Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente Périgord représentée par Monsieur François MACE, Directeur Général
Date de la première nomination et échéance du mandat : 30 juin 2003 – 2009

Caisse Régionale de Crédit Agricole Champagne-Bourgogne représentée par Monsieur Pierre FORT, Directeur Général Adjoint
Date de la première nomination et échéance du mandat : 20 juin 2007 – 2010

CAAM Group (anciennement SEGESPAR) représenté par Monsieur Jean-Yves COLIN, Directeur Général Adjoint de Crédit Agricole Asset Management
Date de la première nomination et échéance du mandat : 04 septembre 1989 – 2008

Monsieur Olivier NICOLAS, Directeur Général de RADIANT et Directeur de la Gestion Financière de Crédit Agricole S.A.
Date de la première nomination et échéance du mandat : 29 mars 2000 – 2008

Madame Sylvie VERNET-GRUOT, présidente du directoire CACEIS Corporate Trust
Date de la première nomination et échéance du mandat : 22 septembre 2005 – 2008

Direction

Monsieur Olivier NICOLAS, Directeur Général

Contrôle

Commissaires aux comptes

Titulaire

ERNST & YOUNG et Autres, 41, rue Ybry - 92576 Neuilly sur Seine Cedex
Société représentée par Valérie MEEUS

Suppléant

Société Picarle et Associés, 11, allée de l'Arche 92400 Courbevoie

Responsable de l'information

Monsieur Olivier NICOLAS

6.1.1. Fonctionnement des organes d'administration, de direction

A) Nombre et dates des réunions du conseil d'administration, du directoire :

- 1 réunion du Conseil d'administration a eu lieu le 21 mars 2007
- 1 réunion du Conseil d'administration a eu lieu le 25 septembre 2007

B) Comités constitués par l'organe d'administration, de direction :

Aucun comité n'a été mis en place par l'organe d'administration, de direction pour RADIANT S.A

C) Audit et Gouvernement d'entreprise

La société RADIANT se conforme au régime du gouvernement d'entreprise en vigueur en France

6.2. Intérêts des dirigeants dans le capital de l'Emetteur

6.2.0. La répartition des jetons de présence est déterminée par le Conseil (art.14.6 des statuts). Il n'a pas été attribué de jetons de présence

6.2.1. Options de souscription ou d'achat d'actions
Sans objet

6.2.2. Actionnariat

Toutes les Caisses Régionales, au nombre de 39 au 30 juin 2007, sont représentées au sein du capital. 8 Caisses Régionales détiennent chacune plus de 5 % du capital social : CRCAM du Languedoc (3655 actions, soit 7,31 %) CRCAM Nord Midi Pyrénées (3 481 actions, soit 6,96 %), CRCAM de Champagne-Bourgogne (3 434 actions, soit 6,87 %), CRCAM Brie Picardie (3 118 actions, 6,24 %), CRCAM de Charente-Périgord (3 005 actions, soit 6,01 %), CRCAM de sud Rhône Alpes (2 838 actions, soit 5,68 %), CRCAM des Savoie (2 694 actions, soit 5,39 %), et CRCAM Pyrénées-Gascogne (2 537actions, soit 5,07 %).

Au sein du Conseil d'Administration, présidé par un Directeur Général de Caisse Régionale, sont présentes 3 Caisses Régionales qui figurent parmi celles participant régulièrement aux émissions de titres effectuées par la SA RADIANT.

6.2.3. Principaux actionnaires

Les principales Caisses régionales sont représentées ainsi aucun contrôle n'est exercé de manière abusive.

6.3. Mention des schémas d'intéressement du personnel :
Sans objet

6.3. Conflit d'intérêt :

Il n'y a aucun conflit d'intérêt potentiel entre les devoirs à l'égard de la société RADIANT de l'une quelconque des personnes composant l'organe d'administration et de direction et leurs intérêts privés.

CHAPITRE VII

EVOLUTION RECENTE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

7.1. EVOLUTION RECENTE

RADIAN SA a procédé en juillet 2007 à une émission de titres subordonnés remboursables , sous la forme d'une émission publique dans le réseau de 105 M€, d'une durée de 10 ans, avec un taux fixe de 4,80 %; cette émission a été effectuée pour le compte de 6 Caisses régionales.

7.2. PERSPECTIVES D'AVENIR

RADIAN, qui bénéficie de la garantie de Crédit Agricole S A, demeure le principal instrument de levée de fonds propres complémentaires pour les Caisses régionales de Crédit Agricole. De ce fait, son activité future restera rythmée par les demandes ponctuelles des Caisses Régionales.

En 2007, pour permettre aux Caisses régionales de maintenir des RSE élevés en levant des fonds propres complémentaires sous la forme de TSR, la SA RADIAN leur proposera à nouveau des émissions au rythme d'au moins une émission chaque semestre en fonction de leurs besoins.

CHAPITRE VIII

ACTUALISATION LIEE A L' ENTREE EN VIGUEUR DU REGLEMENT EUROPEEN N°809/2004 DU 29 AVRIL 2004 PRIS EN APPLICATION DE LA DIRECTRICE 2003/71/CE DITE « DIRECTRICE PROSPECTUS »

ORGANES D' ADMINISTRATION , DE DIRECTION

ORGANIGRAMME

La société RADIANT reste l'instrument privilégié de levée de fonds propres complémentaires pour les Caisses régionales de Crédit Agricole.

Les Caisses régionales sollicitent RADIANT S.A afin de chercher à maintenir le niveau de leurs ratios en levant des fonds propres sous la forme de TSR.

INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE , LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR - CHANGEMENT SIGNIFICATIF DE LA SITUATION DE L'EMETTEUR

Il n'existe aucun changement significatif de la situation financière de RADIANT depuis le 30 juin 2007. Il ne s'est produit aucun événement récent propre à l'émetteur et intéressant, dans une mesure importante, l'évaluation de sa solvabilité .

TENDANCES

Aucune détérioration significative n'a affecté les perspectives de l'émetteur depuis la date de ses derniers états financiers vérifiés et publiés.

Aucun événement ou tendance connue n'est susceptible d'influer sensiblement sur les perspectives de l'émetteur pour l'exercice en cours

DEUXIEME PARTIE : LE GARANT

CHAPITRE III

RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT LE GARANT ET SON CAPITAL

Se reporter :

- au document de référence du garant qui a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 22 mars 2007 sous le numéro D.07-0214
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 3 mai 2007 sous le numéro D.07-0214-A01
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 mai 2007 sous le numéro D.07-0214-A02
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 5 septembre 2007 sous le numéro D.07-0214-A03
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 19 novembre 2007 sous le numéro D.07-0214-A04

CHAPITRE IV

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIVITE DU GARANT

Se reporter :

- au document de référence du garant qui a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 22 mars 2007 sous le numéro D.07-0214
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 3 mai 2007 sous le numéro D.07-0214-A01
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 mai 2007 sous le numéro D.07-0214-A02
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 5 septembre 2007 sous le numéro D.07-0214-A03
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 19 novembre 2007 sous le numéro D.07-0214-A04

CHAPITRE V

PATRIMOINE - SITUATION FINANCIERE - RESULTATS DU GARANT

Se reporter :

- au document de référence du garant qui a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 22 mars 2007 sous le numéro D.07-0214
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 3 mai 2007 sous le numéro D.07-0214-A01
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 mai 2007 sous le numéro D.07-0214-A02
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 5 septembre 2007 sous le numéro D.07-0214-A03
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 19 novembre 2007 sous le numéro D.07-0214-A04

CHAPITRE VI

GOUVERNANCE D'ENTREPRISE ET CONTROLE INTERNE

Se reporter :

- au document de référence du garant qui a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 22 mars 2007 sous le numéro D 07-0214
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 3 mai 2007 sous le numéro D.07-0214-A01
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 mai 2007 sous le numéro D.07-0214-A02
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 5 septembre 2007 sous le numéro D.07-0214-A03
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 19 novembre 2007 sous le numéro D.07-0214-A04

CHAPITRE VII

EVOLUTION RECENTE ET PERSPECTIVES D'AVENIR DU GARANT

Se reporter :

- au document de référence du garant qui a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 22 mars 2007 sous le numéro D 07-0214
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 3 mai 2007 sous le numéro D.07-0214-A01
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 mai 2007 sous le numéro D.07-0214-A02
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 5 septembre 2007 sous le numéro D.07-0214-A03
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 19 novembre 2007 sous le numéro D.07-0214-A04

A découper et à adresser à :



CRÉDIT AGRICOLE SA
Service des Publications
91/93 Boulevard Pasteur - 75015 - PARIS

Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal :

Désire recevoir :

- ☐ le document de référence du garant ayant reçu le numéro de dépôt D.07-0214 de l'Autorité des Marchés financiers en date du 22 mars 2007
- ☐ l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 3 mai 2007 sous le numéro D.07-0214-A01,
- ☐ l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 mai 2007 sous le numéro D.07-0214-A02
- ☐ l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 5 septembre 2007 sous le numéro D.07-0214-A03
- ☐ l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 19 novembre 2007 sous le numéro D.07-0214-A04
- ☐ du prospectus RADIANT ayant reçu de l'Autorité des marchés financiers le numéro de visa 07-185 en date du 12 juin 2007

